

**Ici, là-bas, ensemble
contre les inégalités.**

**Rapport
d'activité
2020**

**2020,
FAIRE FACE**



**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Édito	3
Entretien avec Sylvie Bukhari-de Pontual	4
L'humain au cœur de tout	8
Rétrospective 2020	10
Entretien avec Manuèle Derolez	12

2020, FAIRE FACE AVEC NOS PARTENAIRES 18

... AVEC NOS BÉNÉVOLES 42

... AVEC NOS DONATEURS 52

POUR ENGAGER OU POURSUIVRE
LE DIALOGUE, RETROUVEZ-NOUS SUR
CCFD-TERRESOLIDAIRE.ORG

Suivez notre
actualité



La photographie de couverture est issue de notre magazine qui titrait dans son numéro de juin 2020 : « Une crise alimentaire exacerbée par le Covid-19 ». © Himanshu Bhatt/NurPhoto

2020, NOS DESTINS SONT LIÉS. ICI, LÀ-BAS, ENSEMBLE CONTRE LES INÉGALITÉS.

L'année 2020 a été difficile. Pour toutes et tous. Partout dans le monde. À des degrés divers. La pandémie du Covid-19 nous a renvoyé à notre fragilité et à notre finitude, elle a suscité le désarroi face à l'incertitude et l'angoisse de l'avenir. Elle a accentué la gravité de toutes les crises que nous traversons déjà : celles de la faim, du changement climatique, de la pauvreté, des inégalités, des injustices, des discriminations, des fermetures de frontières, de la financiarisation excessive de l'économie qui écrasent les plus vulnérables, de la tentation vers un repli identitaire qui secoue la société. Elle a provoqué des réponses des États qui entraînent des violations des droits humains ou, au minimum, des restrictions sévères des libertés, et a accru chez les populations les tentations populistes ou nationalistes. Elle a montré la fragilité des États, l'affaiblissement du multilatéralisme, la crise de la démocratie représentative, la montée des individualismes et de la violence, la difficulté à entrer dans le dialogue.

Mais la crise sanitaire a aussi permis au plus grand nombre de prendre conscience de l'urgence écologique qui passe par une exigence de justice sociale articulée à une exigence de justice climatique. Elle a mis en lumière tous ces peuples qui, à travers le monde, aspirent à la démocratie, à une démocratie plus participative, afin de pouvoir prendre en main leur destin pour vivre dans le respect de leur dignité et de leurs droits. **Elle a suscité un foisonnement de créativité dans les initiatives développées tant par les personnes que par les institutions**, notamment dans l'utilisation des outils numériques pour pallier l'impossibilité de se déplacer, dans la multiplication des expérimentations menées ici et là-bas pour imaginer des modèles alternatifs de société.

Pour le CCFD-Terre Solidaire et ses organisations partenaires de tous les continents, la crise a validé, s'il en était besoin, le bien-fondé de l'action engagée depuis 60 ans : mettre ensemble individus et structures pour les amener là où ils sont à construire ensemble des solutions durables. La solidarité avec les plus vulnérables, lointains, est une manière de participer à la nécessaire conversion écologique et transition sociale pour la « maison commune ».

2020 a été l'année de l'entrée en vigueur de nos nouveaux statuts qui permettent de vivre plus largement la démocratie dans notre association en accordant, aux côtés des mouvements et services d'Église jusqu'alors seuls décideurs, une représentation aux membres individuels de notre réseau. **2020 est aussi l'année de l'adoption des 10 orientations qui constitueront notre feuille de route pour les années 2021-2027**, tandis que 4 axes thématiques prioritaires guideront notre action dans la même période : la souveraineté alimentaire, la justice économique, les migrations internationales, la paix et le vivre-ensemble.

Plus que jamais, il nous faut être à l'écoute de ce qui se passe ailleurs, accepter de nous laisser interpellé par les autres, lointains et différents, pour construire avec eux un monde plus juste et plus fraternel. La force du CCFD-Terre Solidaire n'est-elle pas dans sa capacité à tisser des liens au service du bien commun entre le « ici » et le « là-bas », entre le « vous » et le « nous » ?

Merci à vous toutes et tous, membres individuels et personnes morales, bénévoles, donateurs, salariés, sympathisants, partenaires et alliés, d'avoir répondu « présent-e-s ».

Sylvie Bukhari-de Pontual
Présidente

« IL EST URGENT QUE CITOYENS ET ÉTATS SE FÉDÈRENT AUTOUR DE VALEURS COMMUNES. »

Sylvie Bukhari-de Pontual, présidente du CCFD-Terre Solidaire, revient sur les conséquences de l'épidémie de coronavirus, sur les valeurs du monde d'après et sur l'importance du lien ici et là-bas pour construire un monde plus juste.

Quelles ont été les conséquences directes de la pandémie pour le CCFD-Terre Solidaire ?

Le CCFD-Terre Solidaire a dû affronter la plus grave crise de son histoire.

Lors du premier confinement, nous étions en plein Carême, un temps fort de rencontre avec nos partenaires internationaux et essentiel pour notre collecte de fonds. Il a donc fallu annuler leur venue tout en les rassurant, car ils s'inquiétaient pour nous, pour notre santé alors qu'eux-mêmes étaient durement touchés. Pour pallier cette impossibilité de les rencontrer, nous avons mis en place des outils numériques qui nous ont permis de garder des liens réguliers, et nous avons réussi à tisser des relations encore plus étroites que de coutume.

La situation de nos partenaires s'est largement aggravée avec la pandémie, en particulier pour ceux situés dans les zones rurales : les petits paysans de l'agriculture familiale paysanne et solidaire ont été très rapidement atteints à cause de la fermeture des frontières, de la limitation des moyens de circulation et de communication à l'intérieur de leur pays. Beaucoup n'ont plus eu accès aux populations auprès desquelles ils travaillaient et ont dû faire face à des urgences.

Nous les avons soutenus pour assurer ces besoins nouveaux, tout en prenant la décision, compliquée et douloureuse, de réduire

provisoirement de moitié nos versements. Heureusement, nos donateurs ont répondu présents à notre appel au don exceptionnel de juin, et leur générosité nous a permis d'honorer la totalité de nos engagements. Nous avons d'ailleurs reçu de très beaux messages de remerciement et d'encouragement de la part de nos partenaires qui témoignent que la relation que nous entretenons avec eux dépasse celle de bailleur de fonds et s'inscrit dans une véritable réciprocité.

Comment le CCFD-Terre Solidaire s'est-il inscrit dans les débats sur le monde d'après ?

Les débats sur le monde d'après qui se sont développés dans les médias et sur les réseaux sociaux nous ont laissés perplexes tant ils raisonnaient en matière d'urgence ou sur le modèle du monde d'avant. Or, cette pandémie nous oblige à nous interroger sur notre productivisme, sur notre exploitation des ressources naturelles, sur la protection de l'environnement et de la biodiversité, sur nos modes de consommation, sur la gestion et le partage des biens communs. **Elle nous interpelle sur le sens que nous donnons au bien commun**, sur le mode de coopération internationale qui peut construire des solidarités.

Le CCFD-Terre Solidaire fonde son action sur l'Évangile et l'enseignement social de l'Église : de l'encyclique *Populorum Progressio* qui promeut le développement de tout l'homme et de tous les hommes jusqu'à l'encyclique *Laudato Si'* qui invite à une conversion écologique englobant de manière systémique le développement de l'homme, la relation à la Terre, aux autres et à Dieu. Cette vision développée dans *Laudato Si'* a une audience bien au-delà de la sphère catholique, car ces valeurs sont largement partagées.

C'est pour cela que nous avons lancé un appel aux citoyens et aux États, pour qu'avant de se précipiter pour imaginer le monde d'après, ils recherchent d'abord des valeurs communes qui fondent une vision à long terme. C'est le sens de notre campagne qui définissait les sept piliers d'une terre solidaire : la justice, l'harmonie entre l'humanité et la nature, la priorité accordée aux plus pauvres, la destination universelle des biens, le respect des droits humains, l'engagement et la participation des citoyens ainsi que le principe de subsidiarité qui permet de laisser toute son autonomie à la société civile.

Ce sont ces mêmes valeurs qui, à nos yeux, doivent, à l'avenir, fonder toute construction politique, économique, sociale et écologique, car elles ont montré leur efficacité. En effet, depuis 60 ans que le CCFD-Terre Solidaire les expérimente avec ses partenaires des pays en

développement, elles ont aidé des milliers de femmes et d'hommes à prendre leur destin en main, à assurer leur autonomie alimentaire, à se former, à défendre leurs droits, à imaginer des modes de développement qui préservent la nature et l'environnement dans le respect de leurs cultures.

Quelles failles de notre modèle de développement cette crise a-t-elle révélées et comment y remédier ?

L'affaiblissement des institutions et la défiance à leurs égards ont entraîné l'affaiblissement des États eux-mêmes. En France, par exemple, l'État a eu bien du mal à faire face à la crise.

Il a montré sa fragilité, sa vulnérabilité, son manque d'anticipation, son incapacité à mettre en place une organisation logistique.

Au niveau international, l'affaiblissement du multilatéralisme, et donc de la démocratie, est très grave.

Je constate également que **la crise sanitaire a exacerbé les difficultés à dialoguer**, et cela concerne particulièrement les différentes religions qui sont traversées par des courants contradictoires. Cette crise touche toutes les grandes religions dans le monde : hindouisme, bouddhisme, islam... et christianisme.

Face à ces crises multiples, nous devons, plus que jamais, continuer de renforcer la société civile et construire avec elle. Par exemple, nous avons pris l'habitude de mettre en place ce que nous appelons des « Regards croisés », c'est-à-dire des immersions de nos équipes chez nos partenaires. Nous favorisons maintenant également la venue de nos partenaires en France pour qu'ils puissent découvrir nos pratiques et partager les leurs, afin de réfléchir à des stratégies communes.

Le CCFD-Terre Solidaire a pour vocation l'engagement au service des plus vulnérables ; comment continuer à bâtir le monde de demain dans un contexte où les inégalités se renforcent ?

Je crois que notre identité et notre originalité viennent de notre capacité à mettre les individus et les organisations en relation pour leur permettre de travailler ensemble.

Je cite souvent l'exemple de cette organisation de petits pêcheurs du Sri Lanka que nous avons encouragés à s'unir à d'autres pêcheurs de la région, et qui sont passés ensuite à un niveau national puis international pour créer la Fédération internationale de la pêche artisanale dans le monde. Pour moi, c'est cela le CCFD-Terre

Solidaire : susciter des collectifs et des dynamiques collectives, démontrer que l'union fait la force. Une grande partie de ce que porte notre association vient de ses partenaires, qui ont trouvé eux-mêmes des solutions et qui nous ont ouvert, et nous ouvrent encore, des voies.

Quelle vision du monde et quelle espérance le CCFD-Terre Solidaire souhaite-t-il partager ?

C'est le dynamisme de la société civile qui constitue pour nous un signe d'espérance. En dépit de toutes les difficultés, une aspiration à la démocratie s'exprime dans les mouvements qui animent la société civile que ce soit en Tunisie, en Jordanie, à Hong Kong, en Biélorussie, en Égypte, en Thaïlande et même en Birmanie malgré la violence de la répression...

Même si ces mouvements sont réprimés, les peuples gardent au cœur cette aspiration à la démocratie et au respect de leur dignité et de leurs droits. Il y a là un véritable dynamisme des sociétés civiles, le CCFD-Terre Solidaire peut en témoigner.

Je retiens en particulier **deux signes d'espérance : la mobilisation des jeunes, qui sont en première ligne face au défi écologique et qui ont une forte demande de démocratie, et celle des femmes.** Celles-ci ne briguent pas seulement l'égalité femme/homme, mais visent surtout les racines structurelles du rapport de domination des femmes par les hommes.

De plus, on perçoit chez beaucoup de citoyens une aspiration à une vie qui ait plus de sens en recherchant plus de sobriété et plus de solidarité. On voit dans la société civile le développement de nouvelles formes de solidarité : l'accompagnement des personnes migrantes, l'aide aux plus âgés ou aux plus démunis face à cette pandémie.

Autre signe d'espérance, les tentatives pour construire un dialogue interreligieux : je pense à la rencontre entre le pape François et le grand imam Ahmad el-Tayeb qui a été pour le pape une source d'inspiration dans l'écriture de *Fratelli Tutti*.

Autant de signes qui nous encouragent à relever les défis qui s'offrent à nous.

LES PILIERS D'UNE TERRE SOLIDAIRE

● **Travailler pour la justice** au nom de la dignité de tout être humain, car il ne peut y avoir de dignité sans justice ni de justice sans dignité.

● **Retrouver l'harmonie entre l'humanité et la nature** pour que l'humanité cesse de se considérer comme propriétaire de la nature et en devienne la gardienne pour les générations futures.

● **Donner la priorité aux plus pauvres** parce qu'ils sont les premiers à souffrir des crises, des guerres et du réchauffement climatique, et les accompagner pour leur permettre de devenir acteurs dans la société.

● **Reconnaître la destination universelle des biens** pour œuvrer au bien commun, car la gestion des ressources naturelles doit être partagée et permettre le développement intégral de tous les êtres humains tout en préservant la nature.

● **Défendre le respect des droits humains** pour assurer la protection de la dignité de la personne humaine et mettre les ressources naturelles, la science, les techniques et l'économie au service des besoins fondamentaux de l'humanité.

● **Favoriser la participation, l'engagement et l'organisation des citoyens** pour qu'ils soient des acteurs de transformation sociale en vue de la construction d'un monde plus juste et plus solidaire.

● **Faire vivre à tout niveau la subsidiarité et laisser toute son autonomie à la société civile** pour qu'elle puisse se prendre en charge, développer ses capacités créatrices et contribuer ainsi au bien commun.

L'HUMAIN AU CŒUR DE TOUT

Le CCFD-Terre Solidaire est mobilisé depuis 60 ans aux côtés de celles et ceux qui luttent quotidiennement contre toutes les causes de la faim et qui font face aux injustices du modèle de développement actuel. Pour faire face à ces fléaux, il a été parmi les premiers à choisir d'agir autrement et durablement. C'est pourquoi il a reçu le label Grande Cause Nationale en 1993.

Portées par des valeurs chrétiennes, ces actions conjuguées permettent aujourd'hui de dire qu'un « autre monde est possible ». Mieux, qu'il existe déjà.

3 LEVIERS D'ACTION

Au service de sa mission, le CCFD-Terre Solidaire active trois leviers d'action complémentaires.

LE PARTENARIAT INTERNATIONAL

Agir avec des acteurs de transformation sociale et faire émerger des modèles alternatifs de développement à partir des territoires. Nous soutenons et accompagnons des acteurs locaux, issus des sociétés civiles du monde entier qui mettent en œuvre des projets de développement. Nous partageons avec ces acteurs une même vision du développement. Nous entretenons avec eux des échanges pour approfondir notre connaissance mutuelle des enjeux sociaux, économiques et climatiques.

LA MOBILISATION CITOYENNE

En France, nous sensibilisons les citoyennes et les citoyens à la solidarité internationale, dans une perspective d'éducation populaire. Nous encourageons un regard critique et constructif sur le modèle de développement actuel. Nous nous appuyons sur les liens et les impacts croisés entre nos vies ici et celles de citoyennes et citoyens du monde entier.

LE PLAIDOYER

Pour faire évoluer le débat public et les politiques, l'action du CCFD-Terre Solidaire vise à influencer les décideurs politiques et économiques français, européens et internationaux, pour qu'ils prennent davantage en compte les causes des injustices et l'exigence du respect des droits fondamentaux. Le CCFD-Terre Solidaire obtient ainsi des changements positifs et des engagements fermes en faveur de la solidarité internationale et de la justice sociale, économique et environnementale.

4 CHAMPS D'ACTION THÉMATIQUES

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET AGROÉCOLOGIE 	JUSTICE ÉCONOMIQUE 	JUSTICE CLIMATIQUE 	MIGRATIONS 
Soutenir le droit pour chaque peuple de définir ses propres politiques agricoles, commerciales et alimentaires.	S'engager pour une économie qui réponde à une exigence de justice et au service de tous les humains et du bien commun.	S'engager sur la voie de la transition et construire jour après jour des alternatives vers un autre modèle de développement favorisant la viabilité écologique et environnementale.	Développer l'approche internationale des migrations.



L'ENSEMBLE CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Le CCFD-Terre Solidaire a créé un investisseur social et solidaire pour les pays du Sud, **la SIDI** (Société internationale pour le développement et l'investissement), ainsi qu'une fondation au service de la transition écologique, économique et sociale en France et dans le Monde, **la Fondation Terre Solidaire**. Ces trois entités partagent une vision commune au service de la transition.

Dans son nouveau rapport d'orientation, le CCFD-Terre Solidaire s'engage à amplifier les synergies et les convergences stratégiques :

- en construisant **une vision commune au service de la transition écologique, économique et sociale**.
- en veillant aux positionnements particuliers à chaque entité.
- en faisant connaître et développer les liens au sein de son réseau de bénévoles.

Cet Ensemble constitue une réponse cohérente et puissante face aux enjeux du monde d'aujourd'hui.



sidi.fr



ccfd-terresolidaire.org



fondation-terresolidaire.org

RÉTROSPECTIVE 2020

JANVIER

La campagne « Le Brésil résiste » un cri d'alarme sur la situation des droits humains et la violence au Brésil.

MARS

Annonce du confinement durant la campagne de Carême.

Arrêt des animations, non-venue des partenaires. Bouleversement et stupeur...

JUIN

Édition 2020 du radar du devoir de vigilance.

265 entreprises recensées, dont 72 sans plan de vigilance identifié.



AOÛT

L'Amazonie brûle.

20 473 foyers d'incendies ont été comptabilisés. 11 000 km² de la plus grande forêt tropicale du monde sont partis en fumée, soit une hausse de 9,5 % par rapport l'année dernière, selon les données de l'Institut national de recherche spatiale brésilien (INPE).

30 AOÛT

Une grande première.

L'assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire se déroule en visio avec plus de 150 participants. Vote du rapport d'orientation après plus de 2 ans de travail et de concertation.



OCTOBRE

EDF assigné en justice

par une communauté autochtone mexicaine. Le CCFD-Terre Solidaire, avec d'autres organisations alliées [1] soutient les représentants d'Union Hidalgo, ProDESC et ECCHR dans leur combat pour faire reconnaître leurs droits.

NOVEMBRE

La SIDI fête ses 35 ans !

Créée par le CCFD-Terre Solidaire en 1983, la SIDI fête ses 35 ans.



JUILLET

La faim bondit, les inégalités, les dérives s'accroissent. La pandémie de COVID-19 est en train d'entraîner une crise alimentaire majeure qui pourrait faire basculer jusqu'à 132 millions de personnes supplémentaires dans la faim en 2020.

AOÛT

2 gigantesques explosions au port de Beyrouth.

Nos partenaires libanais nous ont demandé de les soutenir financièrement pour pouvoir aider les victimes.

Un appel d'urgence est lancé.



SEPTEMBRE

L'humain au cœur de tout

une campagne pour sensibiliser l'opinion publique à une nécessaire prise de conscience de l'importance d'une société plus solidaire et plus respectueuse de l'humain et de la planète.

Accord Mercosur, les risques pour le climat et les droits humains

Publication d'une nouvelle étude qui détaille point par point les risques majeurs que l'accord UE-Mercosur fait peser sur le climat, la biodiversité et les droits humains. Un constat qui nous pousse à demander l'abandon de cet accord.



NOVEMBRE

Marchés carbone

fausse solution pour un vrai problème ? Publication du rapport qui alerte sur les impacts négatifs des marchés carbone et les mécanismes de compensation agricoles. D'autres alternatives sont possibles pour lutter contre le réchauffement climatique.

18 DÉCEMBRE

Journée internationale des migrant-e-s



« L'ANNÉE 2020 A ÉTÉ PASSIONNANTE, CAR NOUS AVONS EXPÉRIMENTÉ, DÉVELOPPÉ DE NOUVELLES FORMES DE COLLABORATION, ACCÉLÉRÉ NOTRE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE »

Manuèle Derolez, déléguée générale du CCFD-Terre Solidaire, revient sur l'impact de la crise sur l'association, son mode de fonctionnement et les bouleversements vécus.

Une année hors du commun vient de se dérouler, comment l'avez-vous vécue ?

Avec toute la dose de paradoxes qu'elle a portée...

L'année 2020 a été une année difficile avec une gestion omniprésente de l'incertitude, du stress et de l'inquiétude : les finances, l'animation du réseau de bénévoles, le suivi de nos actions, le lien avec nos partenaires et une nouvelle façon d'opérer et de travailler avec les équipes. Mener nos activités et continuer de tisser des liens principalement en « visio » n'a pas été chose simple.

Mais, pour parler du côté positif, je dois que dire l'année 2020 a été passionnante, car nous avons expérimenté, développé de nouvelles formes de collaboration, accéléré notre transformation digitale...

Justement sur quels aspects les changements ont-ils été positifs ?

Cette crise a renforcé, le travail en équipe, l'envie de travailler en commun, nécessaire dans cette période de crise. Les équipes se sont vite serrées les coudes. Les chargés de mission géographiques nous transmettaient des nouvelles de nos partenaires. Nous avons été nourris de beaux témoignages.

Le second aspect a eu un impact très important dans nos modes d'organisation, dans nos relations, dans notre quotidien professionnel : l'irruption du virtuel. Pour une organisation comme

la nôtre, dont le lien est au cœur de nos activités ici et là-bas, cela a été un gros bouleversement. Mais cette numérisation a été source d'inventivité, de créativité. Beaucoup d'animations ont été possibles, notamment avec les bénévoles, et dans différents territoires. Nos bénévoles « s'y sont mis » et ont fait preuve d'une grande capacité d'adaptation, car beaucoup d'entre eux ne sont pas de la génération Internet. Par ailleurs, nous avons été surpris par l'engouement et le succès d'animations telles que des Facebook live ou webinaires qui ont attiré plus de monde qu'une animation en présentiel !

Enfin, la numérisation nous a permis de faire des économies importantes en matière de déplacements, de temps et d'énergie passés dans de longues réunions. Il a été par exemple plus facile d'organiser des rendez-vous avec des personnes aux quatre coins de la France. Certes, nous avons perdu en convivialité, mais gagné en efficacité. En revanche, je suis bien consciente que nous avons dû égarer des personnes en route en raison de la fracture numérique. Ces outils sont parfois plus difficiles d'accès pour certains bénévoles et la couverture réseau est inégale sur le territoire, c'est indéniable.

Comment salariés et bénévoles se sont-ils adaptés à ces nouvelles méthodes de travail ?

Il y a eu un très fort investissement de toutes les équipes ; chacun dans son métier, à sa manière a participé à la pérennité du CCFD-Terre Solidaire. Nous avons vécu des

temps d'échange très constructifs, par exemple avec nos équipes de plaidoyer sur des sujets plus complexes ; je pense à des webinaires en lien avec l'actualité, à l'occasion de la sortie de rapports de plaidoyer, ou de l'encyclique *Fratelli Tutti*. Le contenu et le foisonnement des initiatives m'ont infiniment marquée. Certains salariés ont subi beaucoup de pression pour maintenir un bon niveau de collecte, gérer les dons qui s'étaient accumulés pendant le confinement ou réaliser la clôture comptable dans ce contexte. **Sur tous les plans, le travail mené a été fantastique.**

Comment l'association a-t-elle rebondi face à l'incapacité d'aller à la rencontre des partenaires, au cœur de l'action du CCFD-Terre Solidaire ?

Effectivement, les visites aux partenaires sont bloquées depuis mars 2020, les frontières étant fermées dans un certain nombre de pays. Nous arrivons actuellement à la limite d'un système d'accompagnement à distance des partenaires ; les réunions par visio restreignent la capacité d'échange en profondeur avec certaines organisations soutenues par le CCFD-Terre Solidaire. Certaines subissent des régimes autoritaires qui imposent un fort contrôle de la liberté d'expression. Il est moins risqué de pouvoir s'exprimer dans un échange informel sur ses situations que lors d'une réunion en visio. La crise sanitaire a amplifié la répression, comme le montre bien un récent rapport d'Amnesty International : c'est une route royale pour tous les dictateurs de la terre. Les exactions sont bien plus nombreuses et

beaucoup de partenaires sont confrontés à la fois à la crise sanitaire, alimentaire, à une paupérisation croissante, et à une remise en cause de la démocratie. Malheureusement, encore maintenant, il nous est impossible d'aller sur place et de mesurer concrètement avec eux ces réalités.

Nous avons néanmoins réussi à instaurer des communications régulières avec nos partenaires, pour être très attentifs aux évolutions de leurs demandes. Nous nous sommes adaptés. Des projets ont été réajustés selon les nouveaux besoins, etc. Ces échanges réguliers leur ont vraiment permis de s'exprimer et de créer des dynamiques intéressantes avec l'aide des chargés de mission. C'est de cette manière qu'ils ont réinventé leur métier : grâce à des rendez-vous assidus, en étant à l'écoute, en accompagnant et en travaillant les réflexions à plusieurs. Ils ont su s'adapter, mettre en place des solutions et bien gérer l'urgence.

Enfin, quels enseignements retirez-vous de cette année exceptionnelle ?

Je crois qu'à l'avenir nous utiliserons davantage le virtuel pour des réunions nationales ou des formations ; nous ne considérerons pas comme systématique le déplacement des salariés et bénévoles à Paris. Je crois qu'il faut trouver un équilibre entre rencontre en présentiel et réunion en visio. Cette année, pour la deuxième fois consécutive notre AG se déroule en visio. Nous avons réussi à inventer une animation de qualité à 150 participants. Mais il y manque tout de même cette part d'informel, ces échanges conviviaux au cours des repas et dans les couloirs, des temps festifs qui participent à la cohésion... Des temps précieux pour notre association.

Pour résumer, je dirais que 2020 a été une année riche d'enseignements, et que grâce à l'engagement de tous, bénévoles, salariés, partenaires, nous avons pu traverser cette période et en sortir plus fort. Les donateurs se sont mobilisés, les animations se sont multipliées, l'accompagnement des partenaires a été maintenu... Je ressens une grande fierté du travail accompli.

... grâce à l'engagement de tous, bénévoles, salariés, partenaires, nous avons pu traverser cette période et en sortir plus fort.



« EN 48 HEURES, IL A FALLU RÉINVENTER NOS ACTIVITÉS »

Entretien. Maryvonne Redlinger, directrice des ressources humaines

Quel bilan pour l'année 2020 ?

Le bilan est contrasté... Il y a eu toute une série de difficultés à la première période de confinement général ; en 48 heures, il a fallu réinventer nos activités à distance pour continuer à collecter des dons, maintenir le lien avec nos partenaires et le climat social avec les salariés. Ces inquiétudes, levées aujourd'hui, ont aussi été accompagnées de points positifs, le premier étant notre capacité à nous mobiliser sur tous les sujets, à rester dans l'action et à tenir l'activité.

Quels ont été les impacts de la crise sur la politique de ressources humaines ?

Nous avons fait un assez grand pas technologique, car il a fallu numériser la plupart de nos processus ; nous en étions plutôt au stade du projet avant de devoir y être confrontés. Ensuite, nous avons dû repenser nos recrutements : nous avons pris l'habitude de la visio, et il a fallu accepter cette frontière de l'image, de ne plus voir les personnes « en vrai ». Je dirais que cela a plutôt bien fonctionné ! Le plus dur a finalement été d'intégrer les personnes nouvellement arrivées dans cette période-là. Aujourd'hui, je me rends compte que je n'ai encore jamais vu physiquement les dernières personnes recrutées ! Nous avons demandé aux managers d'être attentifs aux nouveaux collaborateurs, aux stagiaires, aux alternants, de ne pas les laisser trop isolés, de prendre de leurs nouvelles, etc.

Le second souci a été d'être réactifs et de trouver des solutions pour les personnes qui avaient des difficultés à télétravailler, soit parce que l'activité ne s'y prêtait pas, soit parce que les conditions n'étaient pas satisfaites : l'habitat, la connexion ou le fait d'être avec des enfants en bas âge. Nous avons accepté une relative souplesse dans l'organisation du temps de travail. Dans l'ensemble, tout le monde a joué le jeu, et nous avons un protocole sanitaire discuté régulièrement avec les représentants du personnel. **Le plus compliqué peut-être est de « gérer le moral des troupes ».**

Justement en quoi le télétravail, quasi exclusif, est-il venu bouleverser les pratiques au sein du CCFD-Terre Solidaire ?

Il y avait des réticences au CCFD-Terre Solidaire sur la question du télétravail, notamment à cause de l'impact sur la qualité des liens et des relations humaines. Mais, nous nous sommes aperçus que cela apportait du confort, en particulier pour les salariés qui ont beaucoup de transports en commun.

Certaines activités ont été bouleversées ; d'autres ont dû « seulement » être adaptées. Il est difficile, par exemple, de faire des *brainstorming* en virtuel avec mon équipe : il manque le côté créatif, joyeux, convivial, penser à voix haute... En visio, il faut de la discipline mais j'y vois de l'efficacité dans une certaine mesure ; on gagne en efficacité, sinon les réunions derrière l'ordinateur sont interminables. En revanche, certaines directions, comme la Direction des partenariats internationaux, ont vu leurs actions complètement bouleversées, la qualité de la relation humaine avec nos partenaires ne se remplace pas totalement dans un accompagnement à distance. La mobilisation citoyenne subit la même chose ; il faut réinventer l'animation bénévole avec toutes ces contraintes.

Globalement, l'autonomie, la responsabilité, l'engagement professionnel ont été démontrés partout et par toutes et tous : nous n'avons jamais été aussi présents en matière de communication, nous avons eu une excellente collecte, nous continuons de recruter... Alors bien sûr, les temps collectifs ont été bouleversés ; nous n'avons pas pu célébrer un départ à la retraite après 40 ans de carrière, c'est triste. Mais, nous ferons une fête de rattrapage !

Quelles sont les conséquences sur les équipes ?

La fatigue ! Les équipes sont lasses, et on ne voit pas la fin de tout cela. Le deuxième coup d'arrêt d'octobre a été difficile. À ce stade, nous ne savons pas bien mesurer l'impact,

mais nous sentons bien que ponctuellement ça décroche, les gens sont fatigués. Je redoute quand même le « retour à la normale », car certains ont trouvé un certain confort ; vont-ils accepter de revenir à autre chose ? Nous nous sommes habitués à ces méthodes de travail à distance, donc je pense qu'il faudra aussi bien travailler le retour à la normale.

Grâce à l'implication de mon équipe, nous faisons face. Il y a eu une période de sursollicitation pour nous au printemps 2020 avec beaucoup de tâches administratives ; moi-même, j'ai été beaucoup sollicitée sur des sujets d'organisation, budgétaires, etc., mais si nos grandes inquiétudes sont aujourd'hui levées, c'est vraiment grâce au travail d'équipe.

En conclusion, je dirais qu'il est temps que cette période s'arrête, malgré tout, **je salue notre capacité d'adaptation, d'autonomie et nos efforts mis en commun pour continuer à faire collectif et à créer sans cesse !**

CHIFFRES CLÉS

164
SALARIÉ·E·S
(CDI OU CDD)

68% / 32%
♀ ♂

83
FEMMES CADRES
(CDI ET CDD)

2487
HEURES DE FORMATION



UN DIALOGUE SOCIAL RÉINVENTÉ

HORIA HÉBOUCHE,
DÉLÉGUÉE SYNDICALE CFDT

« Durant cette période inédite et soudaine, nous nous sommes réinventés dans notre manière d'accompagner les salariés et de traiter les différents dossiers. **Nous sommes fiers d'avoir réussi à maintenir le calendrier des CSE et des négociations.** Nous saluons aussi la réactivité de la direction à mettre en place de nouveaux temps d'échanges et de prises de décisions en lien avec les IRP (instances représentatives du personnel). Les outils numériques nous ont permis de poursuivre le dialogue social de proximité, une valeur chère à la CFDT : mails d'information, "points météo / par semaine", échanges personnels par téléphone, etc. La fracture numérique sera toutefois un point de vigilance dans les années futures. Notre expérience et notre envie de contribuer au bien-être des salariées, qui plus est dans cette période compliquée, nous a incités à poursuivre notre questionnement et à déployer nos recherches de solutions porteuses de sens et respectueuses de la dignité de chacune et chacun. »

DÉLPHINE HYVERNAUD- PRADEAUX,
DÉLÉGUÉE SYNDICALE ASSO-DIALOGUE

« L'année 2020 a été une année difficile pour toutes et tous, notamment à cause du travail à distance ; **le télé syndicalisme est un défi dont nous n'avons pas encore les clefs d'efficacité et de pertinence.** Pour tous les nouveaux arrivés et les plus isolés, nous avons eu le sentiment que le dialogue social a été plus ardu, voire inexistant, malgré les besoins. Le point positif est que la survie de l'association était au cœur des préoccupations de tous, en témoigne le choix des salariés d'accepter la proposition de gel des augmentations individuelles. Le dialogue social entre direction et représentants des salariés a continué à fonctionner et des cellules de crises (communication, don, sanitaire) ont été mises en place. Nous avons le sentiment d'avoir dû nous adapter dans l'urgence, comme tout le monde, et d'avoir fait de notre mieux pour effectuer les tâches pour lesquels les collègues nous ont élus. Avons-nous réussi ? Les salariés du CCFD-Terre Solidaire nous le diront ! »



MARCHA PELA VIDA
DAS MULHERES
PELA ADEQUAÇÃO

SOMOS COLO

MO
COLO



En cette année qui a bouleversé des sociétés déjà fragilisées, nos partenaires ont fait face.

01

**2020,
FAIRE FACE
AVEC NOS PARTENAIRES**



« LE POSITIF DANS CETTE ANNÉE 2020, C'EST L'EXTRAORDINAIRE RÉSILIENCE DES PEUPLES ET DES PARTENAIRES À CONTINUER LEURS ACTIONS. »

Retour sur la relation partenariale en 2020, le parcours d'un projet en temps de pandémie et les nouveaux défis de nos missions avec Nicolaas Heeren, Directeur des partenariats internationaux au CCFD-Terre Solidaire.

Comment le parcours d'un projet a-t-il été affecté ?

Le parcours d'un projet connaît 4 grandes étapes : phase d'étude, sélection de partenaires, validation, mise en œuvre (le suivi-évaluation dans cette étape a été le plus affecté).

Avec le confinement, les choses ont changé évidemment, car il n'y a plus eu de contacts physiques, plus de déplacements. Bien entendu, il subsiste les contacts par Skype, par Zoom, etc., mais cela ne remplace pas la relation humaine, le travail sur le terrain. Le partenariat est d'abord l'humain.

Le processus de parcours d'un projet a été affecté donc par la crise. Notamment auprès des nouveaux partenariats. En 2020, nous avons pu capitaliser sur le travail des missions faites en 2019, et nous avons réussi à tisser 18 nouveaux partenariats notamment en Asie.

Pour les projets en cours : nous continuons un travail de bilan à peu près tous les 3 ans et nous renouvelons ou non les initiatives. L'évaluation faite habituellement sur place par le ou la chargée de mission, n'a pas pu se faire en 2020. Le renouvellement des initiatives est assez fréquent, parce que ce sont de longs partenariats qui durent 10, 15 parfois 20 ans ! C'est la particularité et la force du CCFD-Terre Solidaire : le changement est un processus long. Néanmoins, 25% de nos partenariats ont moins de 5 ans. On vise une évolution équilibrée.

Comment suivre aujourd'hui les relations avec les partenaires ?

Évidemment à distance. C'était compliqué, mais tout est relatif. C'était beaucoup moins compliqué pour nous que cela a pu l'être pour eux étant confinés. Chaque année les partenaires doivent envoyer un rapport d'activité : utilisation des fonds, activités menées, prévision pour l'année suivante...

Ce qui a changé, c'est que les chargées de mission n'ont pas pu aller sur place.

« le confinement a arrêté les revenus des gens qui vivent de l'économie quotidienne »

Comment définiriez-vous les effets du confinement ?

On peut dire que ça a produit trois effets coup sur coup : un premier effet de crise économique qui est devenue une crise sociale puis même une crise politique.

Un exemple : le confinement a arrêté les revenus des gens qui vivent de l'économie quotidienne (par ex. vente ambulante) encore beaucoup d'actualité au Sud ; Pas de moyens pour acheter à manger. Ou encore rendant impossible de rembourser un micro-crédit.

Ou de payer le loyer, donc perte d'habitat. Quant à la crise politique : **la société civile a été confinée**. Plus d'expression de leurs idées et alternatives ; plus de contre-pouvoir. La voie ouverte aux autoritarismes que nous voyons aujourd'hui sur tous les continents.

Vos missions évoluent-elles ?

Pas tant que ça. On reste à côté des organisations locales dans les grandes thématiques du CCFD-Terre Solidaire. Mais avec la démultiplication des régimes autoritaires, notre rôle parfois sera d'appuyer les gens sur place pour qu'ils puissent défendre leurs droits élémentaires. La défense de la société civile et le rôle essentiel qu'elle joue va aussi être de plus en plus important.

Le Yin et le Yang de cette année 2020 ?

Le positif dans cette année 2020, c'est l'extraordinaire résilience des peuples et des partenaires à continuer leurs actions. Regardez le Mouvements des Sans Terre au Brésil qui a cultivé pour distribuer de la nourriture dans les favelas... une formidable solidarité !

Le point négatif est les effets du Covid qui peuvent durer et la montée de cet autoritarisme qui force nos partenaires à agir différemment...

Que voudriez-vous poursuivre en 2021 ?

Notre action doit rester collective et non individuelle, **faire évoluer les mentalités** avec nos partenaires, **influer sur les politiques publiques des états pour la liberté**.

Notre accompagnement reste aussi financier, mais il y a surtout **la mise en réseau des forces de progrès** afin d'aider l'évolution des sociétés.

Continuons à innover, à nous adapter aux pires situations, à l'image de cette année et de l'action de nos partenaires.

« Être (paysan) debout et maître de son destin ». Le slogan de la Jeunesse agricole catholique en 1950 me semble encore faire sens partout, et mériter qu'on se mobilise pour lui.

Enfin la cause des femmes est essentielle. En 2020, dans son rapport d'orientation, le CCFD-Terre Solidaire a désigné le patriarcat comme une cause structurelle de la faim.



UN APPUI COÛTE QUE COÛTE

Malgré le contexte sanitaire complexe partout dans le monde, le CCFD-Terre Solidaire a poursuivi son appui aux organisations partenaires et mouvements locaux. Cela dans un climat difficile, car sur la crise sanitaire se sont greffées une crise économique, une crise sociale et une crise politique avec des sociétés civiles « confinées ».

En 2020, le CCFD-Terre Solidaire a :

- **Recueilli et relayé des témoignages**, des analyses, des prises de parole sur l'impact de la pandémie pour les organisations partenaires et leurs bénéficiaires. Toute l'année, ces informations ont été diffusées sur le site Internet de l'association dans un dossier spécial intitulé « Covid-19 : Nos témoins d'une terre solidaire ». Cela a permis de sensibiliser et d'alerter le public.
- **Répondu aux demandes d'urgence des organisations partenaires** confrontées aux besoins en lien avec la pandémie de la Covid-19. Elles ont ainsi pu sensibiliser leurs bénéficiaires des risques, fournir des moyens de protection, faire pression sur des pouvoirs publics pour une meilleure réponse à la pandémie, mettre en relation des producteurs agricoles avec des personnes dans le besoin en ville et assurer ainsi leur sécurité alimentaire,...
- **Adapté les projets et les initiatives avec les partenaires locaux** dans un contexte de restrictions sanitaires (par ex. les formations en présentiel étant impossibles, elles ont eu lieu en distanciel ou ont été reportées), notamment dans le cadre des grands programmes comme le TAPSA (Transition agroécologique paysanne pour une souveraineté alimentaire) et le RESILAC (Redressement économique et social inclusif du lac Tchad).
- **Poursuivi les soutiens financiers aux partenaires** dans leur intégralité pour des initiatives sur les grandes thématiques du Rapport d'orientation : souveraineté alimentaire ; paix durable ; société civile et action politique ; économie, justice et biens communs ; migrations internationales et d'une manière transversale égalité femme-homme ainsi que viabilité écologique et justice environnementale.

Les projets ont été adaptés mais menés à bien dans l'ensemble des régions du monde : Afrique (19 pays), Amérique latine (15 pays), Asie (10 pays), Maghreb-Machrek (9 pays) et Europe de l'Est (5 pays), ainsi qu'en France pour des organisations partenaires investies sur les migrations internationales.

- **Réduit ses appuis spécifiques** pour des projets de mise en relation des organisations partenaires, d'évaluations, de plaidoyers et de renforcement des capacités des acteurs par le biais de formation en 2020 par rapport à 2019 (75 au lieu de 166 en 2019) en raison des restrictions sanitaires et d'une baisse du budget de 4 16k€.

NOS PARTENAIRES DANS LE MONDE

EN 2020, LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE A SOUTENU

580 PROJETS* DANS **67 PAYS**

485 ORGANISATIONS PARTENAIRES*

67 PAYS DU SUD ET DE L'EST*

2,4 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

*CES CHIFFRES INCLUENT LES DONNÉES DE LA SIDI QUI A SOUTENU FINANCIÈREMENT ET TECHNIQUEMENT 104 PARTENAIRES DANS 36 PAYS, DONT 8 OÙ LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE N'A PAS DE PARTENAIRES : BURKINA FASO, CONGO, ÉQUATEUR, MALAWI, MOLDAVIE, OUGANDA, TANZANIE ET ZAMBIE.



INTERNATIONAL & MIGRATIONS.

70 PROJETS

62 PARTENAIRES

DONT 4 COMMUNS AVEC LES ZONES GÉOGRAPHIQUES ET LE PROGRAMME MIGRATIONS.

127 230 BÉNÉFICIAIRES

13 % DU FINANCEMENT MONDIAL



**MÉDITERRANÉE.
EUROPE DE L'EST.**

109 PROJETS

92 PARTENAIRES

332 606 BÉNÉFICIAIRES

13 % DU FINANCEMENT MONDIAL



AFRIQUE.

115 PROJETS

863 680 BÉNÉFICIAIRES

83 PARTENAIRES

41 % DU FINANCEMENT MONDIAL



AMÉRIQUE LATINE.

94 PROJETS

76 PARTENAIRES

354 162 BÉNÉFICIAIRES

18 % DU FINANCEMENT MONDIAL



ASIE.

88 PROJETS

75 PARTENAIRES

629 390 BÉNÉFICIAIRES

15 % DU FINANCEMENT MONDIAL

LA PANDÉMIE DE LA FAIM, RÉPLIQUE REDOUTABLE DE LA CRISE SANITAIRE

La pandémie de Covid-19 a révélé et exacerbé les problématiques liées à l'accès à l'alimentation. Avec l'équipe plaidoyer souveraineté alimentaire, revenons sur les causes structurelles, les solutions et les priorités du CCFD-Terre Solidaire pour combattre cette nouvelle crise.

Le CCFD -Terre Solidaire alerte depuis plusieurs années sur la situation de la faim dans le monde et sur une insécurité alimentaire qui s'aggrave.

Si les tendances récentes se poursuivent, le nombre de personnes touchées par la faim dépasserait 840 millions d'ici à 2030. Nous sommes très loin de la bonne trajectoire. Il y a des causes structurelles claires à cette situation, sur lesquelles nous n'agissons pas et qui sont responsables de l'accélération très inquiétante de cette dégradation.

LA QUESTION DE LA FAIM A UN NOUVEAU VISAGE

Première cause structurelle : l'organisation même des systèmes agroalimentaires en lien avec les marchés agricoles.

Aujourd'hui, ce qu'on appelle la « faim » s'est élargi à l'« insécurité alimentaire ». Ce ne sont pas que des poches de famine aiguës, mais aussi **une plus grande partie de la population qui n'a pas – ou plus – accès à une alimentation saine, équilibrée et durable.** Deux conséquences : d'un côté la malnutrition, et de l'autre la surnutrition avec toutes les maladies que cela peut entraîner : obésité, diabète...

Cette insécurité alimentaire est mondiale, elle touche l'ensemble des populations tant au nord qu'au sud, et c'est 1 personne sur 3 dans le monde qui y est confrontée.

La pandémie n'a fait qu'exacerber un état de fait.

Partout, le Covid-19 a rendu visible l'invisible. Aussi, quand le CCFD-Terre Solidaire parle de souveraineté alimentaire, la définition est précise. Il s'agit du droit des peuples

à définir leurs politiques agricoles alimentaires, dans leur pays, en solidarité avec les autres. Ce n'est donc pas une vision autarcique, mais le parfait contre-pendant de la vision de l'agro-industrie et de l'internationalisation des marchés agricoles, qui fabriquent des pays spécialisés et dépendants.

En Afrique de l'Ouest, on spécialise des pays sur le café ou le cacao. En Côte d'Ivoire, un tiers du PIB est dépendant de cette culture d'exportation de cacao. Ce qui veut dire qu'une grande partie des surfaces agricoles du pays est dédiée à cette culture unique qui rend le pays dépendant des importations pour nourrir sa population.

Seconde cause structurelle : la fermeture des frontières et les difficultés des transports qui ont fait chuter les rémunérations paysannes

Si la dépendance due à la spécialisation des cultures est une première problématique, elle s'exacerbe encore avec la pandémie, la fermeture des frontières et les difficultés de transport.

En Côte d'Ivoire, les stocks de cacao se sont retrouvés bloqués au port d'Abidjan et ils ont pourri sur place. Conséquence à court terme : pas de rémunération, puisque le cacao n'a pas été vendu... Conséquence à moyen terme : une baisse d'un quart du prix auquel les producteurs vendent le cacao parce que c'est un prix fixé par l'État, sous pression des multinationales.

La responsabilité de ces systèmes agricoles et alimentaires créés par le secteur privé est évidente, car basée sur des économies d'échelle, des rendements économiques, plutôt que sur la production d'une alimentation variée dans chaque pays.

LES PRIORITÉS DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE POUR LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

Cette nouvelle crise est la troisième crise alimentaire depuis le début du XX^e siècle.

La première fut celle des émeutes de la faim dans plus de 30 pays en développement en 2007-2008.

En 2011-2012, la deuxième crise a été causée par une flambée des prix à la suite de mauvaises récoltes et des révoltes dans de nombreux pays.

Aujourd'hui, on assiste à la troisième crise en seulement 20 ans. Les prix connaissent actuellement une hausse importante. Alors, comment agir et avec qui ?

Après la crise de 2008, une réforme de la gouvernance mondiale a eu lieu : on avait réalisé que la question internationale de la faim appelait des réponses internationales. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est né de ce constat. Basé à Rome, il

« Quelque 130 millions de personnes supplémentaires risquent d'être au bord de la famine d'ici à la fin de cette année. Cela s'ajoute aux 690 millions de personnes qui n'ont déjà pas assez de quoi manger. La famine menace plusieurs pays. »

António Guterres, secrétaire général de l'ONU.

réunit toutes les parties prenantes travaillant sur les problématiques d'agriculture et d'alimentation. Pour son efficacité, il a essuyé de vives critiques des pays qu'il dérangeait, et son action est aujourd'hui entravée.

1. Réinstaller le CSA en première ligne pour combattre cette nouvelle crise

Une des premières demandes du CCFD-Terre Solidaire dès le mois d'avril : que les États, et la France en particulier, appellent le Comité de la sécurité alimentaire mondiale à prendre en main cette crise alimentaire pour pouvoir y apporter les réponses de court et moyen terme. Aujourd'hui, du fait de la résistance de grands pays agricoles, le CSA n'a toujours pas été mandaté et n'a pas eu les moyens de se mobiliser.

Nous en avons fait une de nos principales revendications. Cette crise est sans frontière, sans clivage Nord/Sud, elle sort des schémas habituels. **Il faut s'assurer une réponse internationale,** mais également que les réponses nationales soient cohérentes entre elles pour ne pas nuire à d'autres États. Il est primordial que la communauté internationale agisse pour éviter ces situations en donnant un mandat clair et des moyens au CSA, car c'est l'espace le plus inclusif et le plus représentatif de l'ensemble des acteurs sur ces enjeux.

2. Assurer les investissements publics dans l'agriculture et agir pour ceux qui nous nourrissent

La demande n'est pas nouvelle au CCFD-Terre Solidaire : il faut réinvestir dans l'agriculture avec des investissements publics, et que ceux-ci ciblent les personnes qui nous nourrissent en premier lieu. Les investissements privés ne permettent pas d'agir pour ceux qui nous nourrissent.

70 % de notre alimentation vient de la petite agriculture au niveau mondial. Paradoxe : les personnes qui ont faim dans le monde habitent la plupart du temps en zone rurale... Pourquoi ? Parce que les paysans ne vivent pas – ou plus – de leur agriculture, et que le secteur agricole est le grand oublié des investissements publics.

En France, bien souvent, les agriculteurs ne gagnent même pas le smic et n'ont pas la possibilité d'acheter leur alimentation... C'est pareil dans les pays du Sud, il n'y a plus de frontières.



3. Penser de manière systémique avec l'agroécologie

Il n'y a pas de nécessité à produire plus aujourd'hui, car il y a de quoi nourrir suffisamment une fois et demie la population mondiale... Pourtant, pour les agro-industriels sortir de la faim c'est obligatoirement augmenter la production. C'est faux.

Ce que nous devons faire : relocaliser, réorganiser la production agricole pour mieux la répartir partout et arrêter le gaspillage.

Enfin, il faut travailler sur la dimension sociale, aider les personnes en zone rurale confrontées à des difficultés majeures. Agissons sur trois leviers : agricole/climatique/économique et social pour développer une agriculture plus résiliente avec des producteurs et des consommateurs au cœur des décisions et des espaces de décision, pour des revenus

économiques et une économie agricole sur les territoires, non dépendante des marchés internationaux.

Pour toutes nos futures actions, il faudra veiller à une vraie composante paysanne et solidaire.

Paysanne, au sens où ce ne sont pas les grandes exploitations, les grands agriculteurs, mais bien les premiers nourriciers que l'on doit aider.

Solidaire, parce que cette agroécologie doit permettre de créer ce partage entre les peuples, que nous appelons tous de nos vœux.

Propos recueillis auprès de Jeanne-Maureen Jorand, responsable du service souveraineté alimentaire et climat

PARTOUT SUR LES TERRAINS DE LA FAIM, NOS PARTENAIRES ONT CONTINUÉ À SE MOBILISER

Que ce soit en Afrique, en Amérique latine, en Asie ou en Europe, la crise alimentaire et écologique mondiale à laquelle s'ajoute la crise sanitaire impose l'urgence de faire évoluer rapidement nos systèmes agricoles et alimentaires, et d'organiser la solidarité partout, pour tous.



LIBAN SERGE HARFOUCHE, AGROÉCOLOGUE DU RÉSEAU « NOS SEMENCES SONT NOS RACINES » VEUT CULTIVER LES RICHESSES DU LIBAN.

Au Liban, la crise économique, financière, politique et maintenant sanitaire a rendu les importations d'intrants agricoles et de semences extrêmement difficiles. Les prix flambent, et paysans comme consommateurs ne peuvent plus subvenir à leurs besoins essentiels.

Face à ce problème, l'agroécologie paysanne et solidaire est vite apparue comme une solution efficace et pérenne.

Avec un groupe d'amis français, libanais, syriens, et palestiniens, Serge Harfouche s'est engagé dans ce combat depuis 5 ans et a fondé Buzuruna Juzuruna, « Nos semences sont nos racines ».

Ce réseau veut donner vie aux alternatives paysannes pour créer les conditions de la souveraineté alimentaire et relier ceux qui, malgré un contexte chaotique, trouvent et inventent des espaces communs.

Autres bénéficiaires : le partage et l'échange du savoir-faire avec d'autres paysans, pour lier, aller vers plus de souveraineté, et faire vivre l'identité du beau Liban...

L'association est lauréate du prix Danielle Mitterrand 2020.

« Les semences ne sont pas la possession d'un groupe, d'une compagnie ou d'une entreprise. C'est le droit de tout le monde de les avoir, d'en produire et de les transmettre. C'est la propriété et l'héritage de l'humanité. »

« On ne donne pas parce qu'on a des excédents, on donne parce que c'est notre devoir de solidarité. »



BRÉSIL LA SOLIDARITÉ, LA RÉPONSE DU MOUVEMENT DES SANS TERRE À LA CRISE ALIMENTAIRE

Le Covid-19 a fait au Brésil plus de 320 000 morts.

En Amérique latine, cette crise est arrivée dans une situation d'insécurité alimentaire déjà bien présente.

Nos organisations partenaires ont accéléré leurs aides et militent activement à une réorganisation du système alimentaire.

C'est le cas du Mouvement des Sans Terre au Brésil, qui œuvre pour la démocratisation de l'accès à la terre. Pendant la crise sanitaire, ce mouvement a procédé à des donations massives d'aliments.

Leurs agriculteurs, qui vivent pourtant modestement dans de simples campements, sont venus apporter gratuitement au cœur des villes, dans les quartiers populaires, plus de 4 000 tonnes d'aliments, à des communautés qui en avaient besoin.

Nous sommes loin des « voleurs de terre », des « terroristes » décrits par la désinformation d'État. Avec cette action nécessaire et visible, le mouvement a prouvé que sa seule mission est de vouloir nourrir les plus démunis.

Une solidarité qu'ils ont coordonnée avec d'autres initiatives dans les quartiers un peu partout au Brésil. Ils ont notamment agi avec les femmes en les aidant à cultiver des plantes médicinales pour soigner. Ils ont aussi formé des agents populaires de santé pour aller voir les personnes dans les différents campements.

Différents pôles d'actions indispensables dans le cadre de cette pandémie.



AFRIQUE DU SUD SURPLUS PEOPLE PROJECT AU CHEVET DES FEMMES EN AFRIQUE DU SUD.

Depuis plus de 15 ans, notre partenaire Surplus People Project (SPP), ou projet des « laissés-pour-compte », aide les populations noires déplacées dans les réserves rurales et expropriées par la politique d'apartheid à retrouver leurs terres.

L'association se bat également pour faire reculer une violence omniprésente en Afrique du Sud à l'égard des femmes, exacerbée par la crise sanitaire.

SPP, comme la plupart de nos partenaires, a ainsi adapté sa stratégie d'action à la pandémie. Des outils d'information et actions de communication ont été créés afin de pouvoir maintenir le contact et lutter pour les droits essentiels des femmes.

Parmi ces droits, l'association encourage l'accès à la terre cultivée par et pour les femmes, soutient le modèle de l'agroécologie qui reconnaît leur rôle dans l'agriculture et favorise leur implication et émancipation.

Les actions de SPP pour répondre aux différents maux qui touchent les femmes : groupes d'expression entre femmes dans des espaces de rencontre protégés ; formations à l'expression orale et au plaidoyer ; ateliers d'information avec la police et la justice ; recherche et partage d'expériences agroécologiques.

« Le chemin vers la reconnaissance des femmes est encore long, tout comme l'affirmation d'un modèle agroécologique. Mais nous sommes fiers de la confiance que les femmes ont acquise ainsi que de la solidarité qui naît de cet engagement collectif. »

Jose Elaine Pick, responsable du programme femmes



LE TAPSA : UN DÉBUT PROMETTEUR

2 ANNÉES EN CHIFFRES CLÉS

Le programme pour la Transition vers une agroécologie paysanne clôture sa seconde année au service de la Souveraineté Alimentaire. Il est plus que jamais une solution concrète pour construire des modèles alternatifs centrés sur la solidarité des droits collectifs et des systèmes semenciers autonomes.

Le TAPSA a fait reposer son action sur 3 axes.

1. Les modalités d'action du CCFD-Terre Solidaire :

- l'appui à des partenaires locaux pour une agroécologie paysanne pour la souveraineté alimentaire afin trouver des modèles alternatifs au modèle dominant aujourd'hui qui menace paysans et producteurs.

- l'appui des partenaires dans leur plaidoyer aux autorités pour faire bouger les politiques publiques en matière agricole

- l'appui à la mobilisation des citoyens ici et là-bas. Un programme « de la Graine au consommateur » avec une approche holistique: les techniques agricoles, le recentrage du paysan dans l'écosystème qui l'entoure (droit foncier de la terre, pouvoir de décision, systèmes commerciaux plus équitables).

2. La production de connaissances.

C'est ensemble que l'on renforcé les capacités individuelles et collectives. Apprendre, capitaliser, mettre en réseau, c'est le deuxième point fort du programme.

3. Suivre, évaluer l'impact et démontrer l'efficacité de « l'agroécologisation des territoires ».

Comment un acteur, partenaire du CCFD-Terre Solidaire, va aider à promouvoir des techniques d'agriculture plus respectueuses de l'environnement, de l'humain, et avec une commercialisation plus saine, plus équitable et comment les pouvoirs publics vont y prendre part.

Le CCFD-Terre Solidaire est associé à l'Institut des régions chaudes de l'université de Montpellier (IRC), qui va venir apporter son savoir-faire tant aux chargés de projet du CCFD-Terre Solidaire qu' auprès des partenaires.

Des ateliers pratiques sont prévus sur les 4 grandes zones du TAPSA : le Timor, les pays Andins, la région des grands lacs et le Sahel. Le Liban et l'Égypte sont aussi impliqués dans cette démarche (pas d'ateliers pour le moment).

Fin 2020, les résultats sont déjà là, concrets, le TAPSA prodigue de vrais effets, des changements que l'on espère durables. Alors que la pandémie de Covid-19 annonce une nouvelle pandémie de la faim, le TAPSA apparaît donc, plus que jamais, comme une solution pérenne au chevet des paysans, du climat, et de la planète.



QUESTIONS À...

PIERRE BASTID
RESPONSABLE DU SERVICE APPUI & FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS.

Quels résultats deux ans après le démarrage du projet ?

Après deux ans, les premiers résultats sont là... beaucoup de réalisations, de sensibilisations des populations, des gouvernements, qui commencent à porter leurs fruits. Le fameux « triptyque d'acteurs » - **ONG accompagnatrice** qui sensibilise les populations, **agriculteur et sa famille** qui mettent en œuvre et **institut de recherche** qui mesure et démontre - fonctionne très bien. C'est du local, c'est du partage, et cela fait avancer la souveraineté alimentaire dans les cinq grandes zones où est développé le TAPSA.

Évidemment, le Covid a freiné certains projets, mais la motivation et l'implication de nos partenaires est plus que jamais là.

Comment avez-vous travaillé avec les organisations paysannes qui participent au projet ?

Principalement en visio, à distance. Toutefois contrairement à d'autres organisations, nous n'avons pas de locaux ni d'expatriés. Nous avons perdu cette capacité à accompagner des partenaires, une à deux fois par an, sur le terrain, pour essayer de mieux comprendre ce qui s'est passé, de rencontrer les bénéficiaires et comprendre leur environnement.

Aujourd'hui, avec le Covid, nous ne traitons qu'avec le partenaire, et nous n'avons plus de lien direct avec le bénéficiaire sur les terrains.

Nous continuons donc à faire de la formation en visio. Nous essayons de rendre nos vidéos plus intéressantes, interactives avec des outils

qui existent aujourd'hui sur Zoom ou Teams. Il a fallu innover, et cela a enrichi nos pratiques. Mais une visio ne remplacera jamais l'immersion dans le pays, le petit vendeur de journaux qui nous donne des infos pendant qu'on sirote un café... C'est aussi ça « s'acculturer ». Si la visio permet d'assurer le travail avec les canaux officiels, elle ne pourra jamais remplacer l'« informel », « le Off » c'est-à-dire ce qui se passe dans la rue et qui vous donne la vraie température d'un pays.

Donc, le point négatif de tout cela est évidemment ce manque de lien humain, réel. Mais nous avons su nous adapter. Vous savez, malheureusement les guerres s'invitent parfois dans nos projets... et on s'adapte mieux au Covid qu'à une guerre.

26 800
EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES SOUTENUES

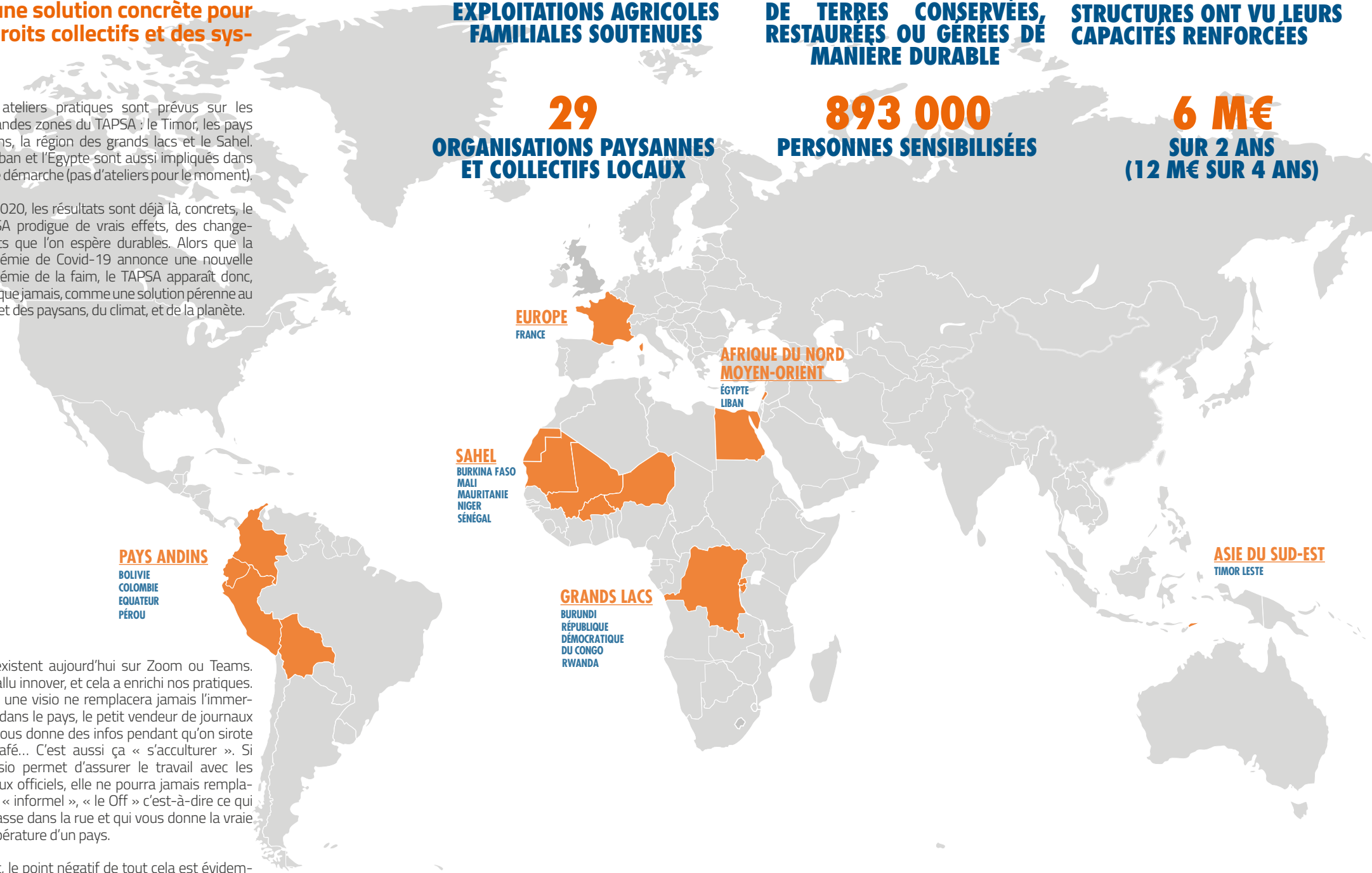
18 550 ha
DE TERRES CONSERVÉES, RESTAURÉES OU GÉRÉES DE MANIÈRE DURABLE

1 800
STRUCTURES ONT VU LEURS CAPACITÉS RENFORCÉES

29
ORGANISATIONS PAYSANNES ET COLLECTIFS LOCAUX

893 000
PERSONNES SENSIBILISÉES

6 M€
SUR 2 ANS
(12 M€ SUR 4 ANS)



Tapsa est un projet cofinancé par



UNE ANNÉE DE COMBATS

Devoir de vigilance, Mercosur, EDF en justice, crise de la dette... L'année 2020 a été une année très importante. Plusieurs décisions ont été prises, la crise du coronavirus a mis en lumière les problèmes de respect des Droits humains et de l'environnement dans les chaînes de valeurs mondiales. Elle a aussi accéléré la crise de surendettement des pays du Sud, et renforcé les inégalités économiques partout dans le monde, rappelant la nécessité d'un juste partage des richesses. Petite rétrospective de l'année.

DEVOIR DE VIGILANCE, SUIVI CITOYEN ET EXTENSION EN EUROPE

La loi sur le devoir de vigilance a été promulguée en 2017. Unique au monde, cette loi a une ambition claire : imposer aux grandes entreprises françaises une obligation de vigilance et les contraindre à répondre devant la justice française des violations aux droits humains et des atteintes graves à l'environnement résultant des activités de leurs filiales, fournisseurs et sous-traitants à travers le monde. En l'absence de suivi public de cette loi, le CCFD-Terre Solidaire et Sherpa ont mis en place en 2019 le [radar de vigilance](#), un outil citoyen de suivi de la loi. En 2020, c'étaient toujours **72 entreprises sur les 265 recensées, soit 27 %, qui n'avaient pas publié de plan** selon nos recherches. Parmi elles, des mastodontes de l'économie française : McDonald's France, Yves Rocher, Castorama, Leroy Merlin, Bigard, France Télévisions, KPMG, Picard...

En avril 2020, Didier Reynders, commissaire européen à la justice, a annoncé un projet de législation européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour 2021. Une première victoire pour les organisations qui se sont mobilisées sur la question, dont le CCFD-Terre Solidaire. En vue de la proposition de législation attendue en juin 2021, le CCFD-Terre Solidaire et ses alliés se mobilisent pour informer les parlementaires européens et la société civile autour de ces enjeux. [Une note de recommandations](#) a été diffusée en décembre 2020. **Des actions de mobilisation portées le CCFD-Terre Solidaire et ses alliés seront organisées en 2021.**

ACCORD MERCOSUR, LA VICTOIRE D'ÉTAPE

En septembre 2020, avec Greenpeace, le CCFD-Terre Solidaire publie une nouvelle

étude [« Accord UE-Mercosur : risques pour la protection du climat et des droits humains »](#) qui détaille point par point les risques majeurs que l'accord UE-Mercosur fait peser sur le climat, la biodiversité et les droits humains. Un constat qui nous pousse à demander l'abandon de cet accord. Le CCFD-Terre Solidaire a également lancé une lettre ouverte au président de la République « Monsieur Macron, pour être #TousEcologistes, abandonnez l'accord UE-Mercosur » et une pétition. Une victoire : **pas de ratification de l'accord grâce à la mobilisation de la société civile en Europe et en Amérique latine.** L'Allemagne, qui avait la présidence du Conseil européen au second semestre 2020 en avait fait pourtant une de ses priorités. Cet accord, qui n'est pas encore définitivement enterré, reste une épée de Damoclès.

EDF, L'ASSIGNATION EN JUSTICE

En octobre 2020, des défenseurs des droits humains de la communauté autochtone du village d'Unión Hidalgo, au Mexique, ont [assigné EDF en justice avec l'association mexicaine ProDESC et le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains](#), établi à Berlin. Le contentieux porte sur le projet d'implantation d'un champ gigantesque d'éoliennes sans consultation préalable de la population. C'est la première action en justice initiée en France par une communauté autochtone d'Amérique latine. L'assignation s'est faite en invoquant la loi sur le devoir de vigilance. En effet, cette loi impose à EDF de s'assurer que ses filiales et partenaires commerciaux à l'étranger respectent bien les droits humains dans toutes leurs activités. **Les juges français pourraient donc enfin contraindre EDF à respecter la loi mexicaine et le droit international** et à modifier ses pratiques. Dans les prochains mois, des auditions vont avoir lieu au tribunal judiciaire de Paris. Le CCFD-Terre Solidaire accompagne les plaignants et les associations

dans cette procédure pour faire connaître leur juste combat. Nous allons en outre interpellier le gouvernement, les ministères et les parlementaires. Car l'État français, actionnaire majoritaire d'EDF, avec 83 % de son capital, ne peut pas se rendre complice de ces violations des droits humains.

DETTE, CRISE AGGRAVÉE

La crise économique causée par la pandémie a déclenché une grave crise de la dette pour les pays du Sud. De nombreux États risquaient de devoir choisir entre le remboursement de leurs créanciers et le financement de leurs services publics. Dès avril, **le CCFD-Terre Solidaire a demandé avec des centaines d'organisations dans le monde des annulations urgentes des dettes.** Alors que les pays du G20 ont proposé de simples suspensions pour les créanciers bilatéraux, sans obliger les créanciers privés à participer à cet effort, nous continuons de nous mobiliser pour des solutions justes et durables à la dette des pays du Sud.

« La mobilisation continue sur tous les sujets. Nous avons des rendez-vous avec le ministère des Affaires étrangères, de nouveaux rapports sont en préparation, un nouveau site Radar, plus complet... Alimentons l'information du citoyen pour faire pression sur le décideur politique. »

*Swann Bommier
Chargé de plaidoyer pour la régulation
des entreprises multinationales*



LA FACE CACHÉE DU PARTAGE DES RICHESSES DANS LE MONDE

De l'agrobusiness en Afrique aux parcs éoliens au Mexique, en passant par la mondialisation en Indonésie, certains projets en apparence prometteurs pour les populations concernées se révèlent en réalité désastreux sur le plan des droits humains et environnementaux. Heureusement, sur le terrain, des associations portées par des citoyens engagés et soutenues par le CCFD-Terre Solidaire luttent pour ouvrir le débat et faire appliquer ces droits élémentaires.



AFRIQUE LA LUTTE CONTRE L'AGROBUSINESS



Jean-Paul Sikeli, secrétaire exécutif de la Copagen (Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain) en a fait son fer de lance. Pour lui, les organismes génétiquement modifiés (OGM) n'ont pas leur place en Afrique. Pourtant, il semblerait que les grandes entreprises biotechnologiques et agricoles en aient décidé autrement en accaparant de plus en plus de terres pour servir en priorité leurs intérêts.

Une manipulation qui commence au début des années 2000, quand les entreprises qui produisent ces semences OGM assurent qu'elles sont un atout essentiel pour lutter contre la faim et la pauvreté en Afrique. Premier mensonge de la grande désinformation dénoncée par Jean-Paul Sikeli, à l'époque étudiant en droit. Car l'agrobusiness, aux antipodes de l'agriculture classique initialement vivrière, a révélé son lot de tristes conséquences :

- **Réduction de la biodiversité** pouvant à terme causer la disparition des semences paysannes.
- **Pollution génétique** liée aux croisements des gènes naturels et modifiés, dangereuse pour les sols et potentiellement pour l'homme.
- **Rendements et revenus des producteurs nettement inférieurs** à ceux du coton conventionnel.

Alors, pour interpeller et convaincre les gouvernements d'agir quand les seules études disponibles sont celles fournies par ces puissantes multinationales, la Copagen redouble d'efforts pour lutter à armes égales en réalisant ses propres études scientifiques, appuyées de données chiffrées et de comparatifs afin d'apporter un autre éclairage et dénoncer la situation. Un travail de longue haleine qui aura notamment permis d'entraver le déploiement du coton BT (*Bacillus thuringiensis*) de Monsanto.

Partenaire du CCFD-Terre Solidaire, Jean-Paul défend l'agroécologie et soutient les agricultures familiales qui privilégient l'humain et non le capital. Un combat de David contre Goliath, mais que Jean-Paul et les 28 membres de Copagen n'entendent pas abandonner de sitôt.



MEXIQUE LA LUTTE CONTRE LES PARCS ÉOLIENS

Guadalupe Ramírez vit à Unión Hidalgo, une communauté autochtone de 14 000 habitants située au sud-est de Mexico. Depuis des années, elle lutte contre les projets de parcs éoliens, majoritairement portés par EDF, qui envahissent le territoire, sans considération des droits élémentaires de la population.

Apparues en 2006, 114 éoliennes, dont 8 très proches des habitants, sont aujourd'hui présentes dans la ville. En 15 ans, la situation s'est gravement détériorée, jusqu'à voir les entreprises s'installer sans autorisation. En 2017, la population finit par se déchirer autour du projet Gunaa Sicarú, un nouveau parc éolien EDF, qui a divisé riches et pauvres pour ses prétendus bénéfices. Aux riches propriétaires, EDF promettait des contrats d'utilisation alors que les terres sont communales, et des emplois en échange de leurs voix. Pour les pauvres, ce ne sera que pollution et inconfort à cause de la proximité des éoliennes qui les empêchent de dormir et d'accéder à leurs terres de culture.

Les conséquences, elles, sont désastreuses pour tous. La production de l'alimentation locale est perturbée et la communauté abîmée. Les opposants ont été menacés, intimidés, et parfois même tués pour leurs opinions. Règne désormais un climat de peur et de représailles, forçant les habitants à ne sortir qu'en cas d'urgence. Une consultation a été organisée pour examiner ce projet, mais là encore, la corruption était de mise, avec 400 personnes se prétendant représentatives de la population et des crieurs, présents pour couvrir les voix des opposants.

Guadalupe appelle aujourd'hui les autorités françaises à venir constater sur place cette violation des droits. Une démarche soutenue par Le CCFD-Terre Solidaire et ses organisations alliées, qui se joignent à Unión Hidalgo, ProDESC et ECCHR dans leur combat. La demande est claire : suspendre le projet jusqu'à ce que EDF respecte la loi sur le devoir de vigilance.



INDONÉSIE DES FEMMES CONTRE LA MONDIALISATION

Masnuah est née sur l'île de Java en Indonésie. Issue d'une famille traditionnelle, cette pêcheuse artisanale a eu du mal à s'épanouir en tant que femme. Pas d'école, d'assurance maladie ou de prêt bancaire, mais une soif de justice qui l'a conduite à aller au-delà du rôle qu'on lui avait attribué.

Cette énergie la pousse à fonder la Fraternité des pêcheuses indonésiennes qui regroupe déjà mille femmes, et à devenir membre du réseau KIARA, la coalition du peuple pour la justice dans le secteur de la pêche. Cette association, soutenue par le CCFD-Terre Solidaire depuis 2011, plaide pour les droits des ouvriers quasi esclaves et protège les écosystèmes indispensables à la pêche. L'organisation milite pour que ses membres puissent faire entendre leurs droits et pour la création d'un statut de femme pêcheuse, qui permettrait à ces titulaires d'accéder aux mêmes aides que les hommes.

Aujourd'hui, un autre défi attend Masnuah : celui de défendre les communautés des îles face à la multiplication des investisseurs sans scrupules. Un combat qui a déjà commencé sur l'île paradisiaque de Pari, qui vient d'être achetée par des multinationales pour y construire des complexes touristiques de luxe. Les conséquences sont déjà désastreuses. Habitants chassés de leurs maisons, titres de propriété volatilisés, habitations démolies, interdiction pour les locaux de vivre du tourisme ou de pêcher et emprisonnement de quatre leaders de la contestation.

Mais, grâce à la persévérance de Masnuah et l'aide du réseau KIARA, qui regroupe 9 organisations, les femmes de l'île de Pari ont pu demander la révocation des titres de propriété et des droits de construction de l'entreprise. Aucune décision n'a encore été prise, mais l'Ombudsman a déjà décrété que l'obtention du titre de propriété à l'entreprise BPA, filiale d'un des immenses conglomérats qui dominent l'Indonésie, était le fruit d'un vice de forme. Une première victoire pour Masnuah et les pêcheuses, pour qui l'océan doit rester un bien commun de l'humanité.



LES MIGRANTS, OUBLIÉS DE LA CRISE

La crise du COVID-19 a frappé de plein fouet une partie de la population dans l'indifférence générale ou le silence : les personnes migrantes. En Europe, les gouvernements en ont profité pour mettre en place des mesures de plus en plus restrictives aux frontières et multiplier les expulsions et enfermements.

Au CCFD-Terre Solidaire, nous portons un autre regard sur ces personnes exilées : nous nous mobilisons pour montrer comment les migrations constituent une richesse culturelle, sociale et économique dans nos sociétés. Retour sur une année avec Nina Marx, notre responsable service migrations et Solène Bedaux, chargée de mission migrations.

Comment avez-vous vécu cette année extrêmement particulière ?

Nina Marx : Cette année a bouleversé nos pratiques partenariales : plus de terrain possible, comme nous en avons l'habitude avec nos partenaires et nos bénévoles ; il a donc fallu se réinventer, en ne travaillant qu'à distance. Nos partenaires internationaux ont dû également faire de même et renouveler leurs modes d'action. Avec un an de recul, nous prenons conscience que ce n'était pas une parenthèse, mais bien un véritable tournant dans nos manières de procéder.

Solène Bedaux : J'ai pris mon poste une semaine avant le début du premier confinement, en tant que chargée des relations partenariales, ça n'a pas été facile. Il fallait d'un côté garder le contact quotidien avec nos partenaires, car nous nous sommes très vite aperçus que les personnes migrantes ont été les premières exposées à la crise sanitaire ; et de l'autre, il fallait s'adapter, changer les pratiques. Tout cela dans un contexte qui nous obligeait à rester chez nous, à collecter de l'information derrière notre ordinateur, alors que les partenaires en France et à l'international étaient, et sont toujours, confrontés à un quotidien très difficile. J'ai été marquée par ce

décalage, mais c'est notre rôle, au CCFD-Terre Solidaire, de maintenir ce lien de quelque façon que ce soit.

« nous sommes de tout cœur avec vous », du Niger ou du Mali, c'était très touchant ! »

Justement, comment avez-vous accompagné les partenaires : quelles aides et ressources avez-vous mises en place dans ce contexte ?

SB : La crise sanitaire est devenue aussi une crise financière pour le CCFD-Terre Solidaire puisqu'il a été question de suspendre le versement de 50 % des fonds aux partenaires. Nous avons tout fait pour mobiliser l'opinion publique à faire des dons dans le but de verser la totalité des subventions aux partenaires. Heureusement que nous avons pu tenir cet engagement auprès d'eux, car certains étaient dans un besoin financier urgent pour assurer des distributions alimentaires, par exemple. Le soutien moral a donc été mutuel ; nous avons reçu des messages « nous sommes de tout cœur avec vous », du Niger ou du Mali, c'était très touchant ! Nous avons également essayé d'être le porte-voix de nos partenaires ; grâce à notre force de frappe, nous avons pu relayer ce qu'il se passait chez eux et leurs besoins. Je pense à cette superbe vidéo de Nina qui a fait 8 000 vues, ainsi qu'aux deux webinaires organisés avec SOS Méditerranée, alors que l'association était dans une situation très complexe à ce moment-là. Nous avons vraiment pu jouer notre rôle d'interpellation, en réinventant les formes.

NM : Je partage ce rôle de « caisse de résonance » qu'a joué le CCFD-Terre Solidaire, et je souligne l'importance de ce soutien mutuel. Cette crise mondiale, qui a plus touché l'Europe que l'Afrique, a entraîné un appui mutuel fort, essentiel pour construire nos relations partenariales et redonner tout son sens à la notion de « partenariat », qui nous

est chère. Nous étions alors moins dans une relation de celui qui donne à celui qui reçoit que dans une réflexion partagée pour construire le monde d'après, notre vision, nos actions, etc. Cela a recréé une vraie relation d'égalité, car, au fond, on vit tous sur la même planète !

Quelles conséquences avez-vous constatées sur la mobilité des populations migrantes et l'accueil qui leur a été fait ? Êtes-vous inquiètes pour un pays en particulier ?

NM : Je ne dirais pas que nous avons des « zones d'inquiétude », car sur cette question, c'est préoccupant partout. Il y a sept ou huit ans, nous parlions de zones d'accueil de pays émergents comme le Brésil, qui développait une politique migratoire accueillante et qui travaillait sur les questions de droits, de citoyenneté, l'Afrique du Sud aussi. Et pourtant, aujourd'hui, le Brésil est dirigé par un Bolsonaro... Je ne dirais pas qu'une zone du monde est plus inquiétante qu'une autre, mais **nous constatons qu'il y a certains pays où la situation est vraiment en train de se détériorer**. Et parce que nous ne regardons que la crise sanitaire, nous ratons cela, c'est mon sentiment. Notamment, la zone du Sahel, le Mali, le Niger, etc. Il ne se passe pas quinze jours à Gao sans qu'il y ait des tirs armés, des morts, et personne n'en parle. La tentative de coup d'État à Niamey, il y a un mois, est passée complètement inaperçue dans le radar de l'opinion publique. Je crois qu'une autre inquiétude est devant nous : nous sommes rentrés dans une réalité où les frontières ont été fermées très facilement, il est devenu quasi impossible de voyager même pour les Nord-Américains et les Européens. Or, la question du passeport vaccinal va bientôt

Le CCFD-Terre Solidaire s'est-il repositionné sur la problématique de l'accueil des migrants dans ce contexte inquiétant ?

NM : L'engagement du CCFD-Terre Solidaire sur les migrations date de 1976, et c'est une priorité réaffirmée dans tous les rapports d'orientation depuis 2008. Aujourd'hui, il s'agit d'assumer encore plus cet engagement, le revendiquer pour que le CCFD-Terre Solidaire soit identifié comme un acteur majeur sur ces questions. Il y a donc deux manières de prioriser : **la première est de se concentrer sur les zones de fracture, notamment les zones frontalières**. Par exemple, nous avons déjà des partenaires sur les frontières Maroc/Algérie, Mali/Niger, et nous souhaiterions également développer les partenariats à la frontière franco-italienne ou franco-espagnole. Toujours dans cette idée de « lutter contre », en faisant des jeunes et des femmes une priorité, car nous constatons qu'il y a de plus en plus de mineurs et de femmes sur les routes, bien souvent invisibles. **Deuxièmement, nous ne voulons pas seulement lutter contre les politiques répressives mais également être en mesure de proposer des alternatives** ; je pense à la gouvernance alternative des migrations, les villes accueillantes, etc.

SB : Pour finir sur une note positive, nous sommes remplies d'espoir quand nous regardons tout ce que nos partenaires en France et à l'international ont réussi à mettre en place : la marche de solidarité pour la régularisation, les états généraux des migrations, des lettres ouvertes... Les dynamiques de réseau du CCFD-Terre Solidaire ne viennent que se renforcer ; d'un côté, nous résistons, et de l'autre nous sommes une force de proposition. Je suis encore jeune dans l'organisation, mais je trouve ce positionnement efficace !

...nous constatons qu'il y a de plus en plus de mineurs et de femmes sur les routes, bien souvent invisibles...

se poser, et impliquera que les Européens pourront à nouveau se déplacer partout et que dans certaines zones d'Afrique, **certaines frontières ne rouvriront peut-être jamais... Cela nous rend très inquiètes.**

SB : Pour revenir sur cette question, j'ai eu l'occasion, il y a un mois, d'aller à la frontière de Briançon où la police aux frontières et les militaires sont très présents. Un ami m'a demandé très naïvement pourquoi il y avait cette frontière alors que nous sommes dans l'espace Schengen. Ces frontières ne sont pas censées exister. Et quand on constate une violation des droits tant à l'international qu'à nos portes et qu'on peut faire des liens entre ce qu'il se passe à Oujda au Maroc et à Calais, cela devient très préoccupant.



PARTOUT, NOS PARTENAIRES ONT CONTINUÉ À SE MOBILISER

Que ce soit en France, en Afrique, en Amérique latine, la crise politique et démocratique à laquelle s'ajoute la crise sanitaire impose l'urgence de faire évoluer rapidement nos politiques d'accueil.



FRANCE LA PLATEFORME DES SOUTIENS AUX MIGRANT·E·S



Plus d'un an après le début de la crise sanitaire, La Plateforme des soutiens aux migrant·e·s (PSM), partenaire du CCFD-Terre Solidaire depuis 2011, n'est pas la seule association à partager ce constat glaçant d'une « recrudescence de violences policières et de pratiques discriminatoires contre les personnes exilées ».

À la frontière franco-britannique, là où elle intervient, la PSM a vite constaté que « les autorités avaient choisi de "gérer" cette crise sanitaire sans s'appuyer sur l'expertise et les ressources des associations présentes auprès des personnes exilées », déplore Marie Le Ray, coordinatrice de l'organisation collective et de la sensibilisation à la PSM. Les petites mains qui la composent s'activent alors : elles mettent des outils à disposition des associations de son réseau, un tableau commun de données à Calais, à Grande-Synthe et à Ouistreham est lancé, la commission plaidoyer se réunit régulièrement. Enfin, le réseau de partenaires est activé pour rendre visible la situation des personnes exilées à la frontière : « Le CCFD-Terre Solidaire a été d'un grand soutien pour donner à voir notre action à travers notamment un podcast et un portrait lors de la campagne de Carême », assure la salariée. Marie Le Ray souhaite le souligner : la PSM est fière d'avoir réussi, durant cette période, « à s'ancrer dans une démarche d'éducation populaire à distance pour maintenir autant que possible le lien entre les bénévoles et les militant·e·s du réseau ».

« ... transformer la crise sanitaire en une réelle opportunité pour les populations migrantes ... »



TUNISIE L'ASSOCIATION POUR LE LEADERSHIP ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (ALDA)



« La problématique migratoire en Tunisie était déjà loin d'être une priorité locale, vous pouvez donc imaginer le recul qu'elle a pris... » Le directeur de l'Association pour le leadership et le développement de l'Afrique (ALDA), Ghassen Dridi, a du mal à être optimiste. L'ONG tunisienne collabore avec le CCFD-Terre Solidaire depuis le lancement, en mars 2018, du Programme d'appui aux travailleurs migrants en Tunisie (PATMT), qui tend à permettre une autonomisation des travailleurs migrants en Tunisie et la mise en place d'un plaidoyer sur le sujet. « La crise sanitaire est venue aggraver la vulnérabilité des populations migrantes face aux mesures contraignantes sur leurs activités économiques et leurs petits boulots clandestins », analyse le directeur. Dès mars 2020, une « stratégie de numérisation du travail » a été initiée, l'ALDA a abrité « la cellule de crise nationale qui rassemblait les associations de soutien aux migrants » et initié un enseignement du dialecte tunisien et de la langue arabe pour les migrants subsahariens. Un premier pas vers cette ambition « de transformer la crise sanitaire en une réelle opportunité pour les populations migrantes », se réjouit le Tunisien qui, aux côtés du CCFD-Terre Solidaire, lancera prochainement le projet « Migrant Lives Matter » ; il permettra « non seulement de partir dans des zones où les migrants vivent dans des conditions très difficiles, mais aussi dans des régions qui connaissent de nouvelles concentrations migratoires », tout en sensibilisant les autorités locales sur les droits de ces populations.



FRANCE LA MOBILISATION DES BÉNÉVOLES

Maryse Fischer est élue régionale Bourgogne-Franche-Comté à la commission nationale du plaidoyer et co-présidente de cette commission

Si on lui demande de qualifier son bénévolat au CCFD-Terre Solidaire, Maryse Fischer n'hésite pas sur les termes : « à la croisée ! » Retraitée, Maryse l'est peut-être professionnellement, mais pas bénévolement ; de ses premiers pas au CCFD-Terre Solidaire en 2002 à Besançon, à son engagement dans le plaidoyer national, en passant par la lutte contre l'évasion fiscale, elle se considère comme une « **bénévole multi-thème** ». En 2018, elle décide de rejoindre le Réseau thématique Migrations, interpellée par cette problématique « qui montait dans la société et dont on sentait qu'elle allait concerner beaucoup de monde ». Cet engagement est concomitant à l'adoption d'un texte de positionnement du CCFD-Terre Solidaire sur la question des migrations : agir autant en France et au niveau européen que par le biais de ses partenaires à l'international.

« En 2020, l'innovation a été de s'adresser directement aux municipalités » à travers la campagne « **Devenir une ville accueillante, c'est possible** » portée par le CCFD-Terre Solidaire dans la visée des élections municipales.

L'objectif ? « *Sensibiliser les candidats à cette possibilité, pour les villes, d'avoir un rôle positif dans l'accueil* », cet échelon politique ayant « *plus de marge de manœuvre pour agir sur les conditions de vie des populations à travers l'hébergement, la santé, la scolarité, le transport* ».

En parallèle, jusqu'en mai 2020, la bénévole du CCFD-Terre Solidaire, avec l'aide d'une dizaine d'associations locales d'accompagnement ou de soutien de personnes migrantes, a continué

« **L'ouverture de notre porte ouvre aussi notre horizon et nous permet de percevoir la commune humanité qui nous relie.** »

de s'investir dans l'Assemblée locale des états généraux des migrations, créée en janvier 2018 à Besançon. Des cahiers de doléances et des propositions pour un meilleur accueil ont été rédigés en 2018, dans une centaine de villes en France. Sur cette base, des propositions ont été portées à la connaissance des candidats rencontrés par les bénévoles ; « *cela nous a permis de renforcer notre discours et d'étendre nos capacités d'influence* », analyse Maryse. Un discours loin d'être théorique pour la retraitée qui est aussi à l'initiative, depuis 2015, d'une association locale Welcome-Francois-Serre, du nom de son village, constituée de familles qui accueillent chez elles des personnes migrantes « *L'ouverture de notre porte ouvre aussi notre horizon et nous permet de percevoir la commune humanité qui nous relie* ». Maryse Fischer est même devenue une référence sur le sujet, sollicitée en août dernier par le mouvement citoyen Alternatiba, elle a animé un atelier sur les migrations environnementales, dans le cadre du Camp Climat régional.



URGENCE CLIMATIQUE : 2020, UNE ANNÉE D'ESPÉRANCE, DEVENUE LA PIRE ANNÉE POUR LE CLIMAT.

Au début de l'année 2019, on parlait de l'année 2020 comme d'une année cruciale pour le climat. La COP26 devait permettre d'aboutir sur le "manuel d'application" de l'Accord de Paris, élément essentiel pour assurer la mise en oeuvre effective des objectifs et trajectoires décidés en 2015, et relever l'ambition des États. Cette année 2020 portait donc pour nous de grandes espérances et de grands rendez-vous pour le climat. Puis la pandémie est arrivée, et tout s'est arrêté.

Côté chiffres, les prévisions n'ont fait que se dégrader. Le dernier rapport des Nations unies montre que la trajectoire fixée par les accords de Paris de 1,5 à 2 degrés de réchauffement n'était pas du tout respectée, et que nous serions plutôt entre 3 et 4 degrés vu le manque d'ambition des États. Et puis, il y eut les feux de forêt en Amazonie qui ont illustré l'ampleur du phénomène, l'urgence... la convention citoyenne pour le climat et ses mesures rotées ou écartées par le gouvernement, une COP 26 reportée et, enfin, cette année 2020 sacrée l'année la plus chaude sur la planète...

Face à ce triste bilan, nous avons vu des États timorés, dont la France, peu agir, ne pas agir ou mal agir. Le seul point positif de l'année : les États-Unis, un des pays les plus émetteurs, ont enfin réintégré les accords de Paris.

TOUT EST LIÉ

Peu de personnes ont fait le lien en mars et avril entre ces enjeux climats et la pandémie de Covid-19. Pourtant, la corrélation entre biodiversité, climat et pandémie n'est plus à faire. La frontière entre monde animal et monde humain s'amenuise, et les maladies se transmettent.

Nos destins sont liés. Notre action, en impactant le climat, est aussi génératrice de cette situation de pandémie mondiale. Situation qui a été admise, intégrée dans les discours à partir de juin et juillet seulement.

Des reportages nous alertent, c'est une vraie prise de conscience qui s'amorce enfin.

« Nous savons que la réponse à cette crise sanitaire sera une réponse à la crise du climat, à la crise de la biodiversité, à la crise alimentaire... Nous sommes dans un monde en multicrises, les unes nourrissent les autres. »

DE FAUSSES SOLUTIONS

Bien que la COP soit décalée, les États comme les entreprises ont voulu montrer qu'ils étaient en action sur la scène internationale, et c'est là que nous avons vu émerger la fameuse compensation carbone, un véritable écran de fumée. Un très bon tour de passe-passe pour faire croire qu'ils réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre, mais, dans les faits, ils ne diminuent rien.

On parle ainsi désormais de « réduction nette » des émissions de GES, et cela revient juste à laisser faire. C'est simple à comprendre : un acteur émet une tonne de CO₂, mais promet qu'il va le séquestrer dans les sols en plantant des arbres... et ainsi tout s'annule, comme par miracle, il réduit son empreinte. Et cela peut même devenir une manne financière importante si ces crédits carbone ainsi générés sont revendus sur le marché. Cette fausse solution devait être au cœur des discussions de la COP 26 de Glasgow 2020 et le sera donc en 2021.

« Il est vital de relever l'ambition des États et qu'ils aillent bien plus loin que, simplement, rajouter un petit adjectif "net" à la place de brut. Cela nous détourne d'une réduction réelle des émissions de gaz à effet de serre, et beaucoup

d'acteurs économiques et d'entreprises sautent sur l'occasion. C'est un bon moyen de verdir sa communication : Total, Air France se donnent des objectifs de neutralité carbone. Ce n'est pas en allant planter 500 ou 600 arbres au fin fond du Kenya que leurs émissions sont réellement réduites. Ces acteurs ne remettent pas en question leur système productif et industriel. Tout le monde le voit, mais tout le monde regarde ailleurs. »

LES ACTIONS POUR DEMAIN ?

L'ambition est d'atteindre 1,5°C et de démasquer l'illusion de la compensation carbone. Pour y arriver, deux actions principales du CCFD-Terre Solidaire :

1. Documenter le plus possible. C'est ce qui a été fait durant toute l'année 2020.

Un des sujets : le label « bas carbone », un mécanisme français très controversé de compensation carbone par les sols agricoles, étudié avec le réseau Action Climat. Nous avons aussi informé sur l'autre problème de la compensation carbone : la financiarisation majeure de la nature et des sols avec la possibilité de vendre des crédits carbone et la possibilité pour les acteurs économiques de les acheter.

2. Alerter l'opinion par le biais des médias et des actions en 2021, en amont de la COP 26 de novembre.

La CCFD-Terre Solidaire va se mettre en campagne sur la neutralité et la compensation carbone, déconstruire le discours de certains États et multinationales, et se battre contre tous les mécanismes financiers qui ne répondent pas aux besoins des populations et du climat.

« Après la stupeur, nos partenaires terrain ont opéré une réinvention extraordinaire. Il s'agit aujourd'hui de développer de nouvelles relations avec les sociétés civiles dans une approche systémique du climat. C'est toute une créativité sociale nouvelle qui est en train de s'inventer. »

Walter Prysthon, responsable du service Amérique latine au CCFD-Terre Solidaire

AMÉRIQUE LATINE

une année difficile, une action réinventée.

En 2020, 32 phénomènes climatiques ont impacté l'Amérique centrale avec une répétition inédite de 2 ouragans qui touchent la même zone dans un intervalle de 15 jours.

Des incendies en Amazonie et en Amérique du Sud ont ravagé également les terres et les populations. Ces feux sont pour beaucoup criminels, ils permettent à l'agro-business de s'installer et aux mécanismes REDD PLUS d'opérer leurs effets pervers.

En mars 2020, notre grand forum social panamazonien en Colombie qui allait demander des changements structurels a été annulé. Avec l'aide de notre partenaire CENSAT AGUA VIVA, il a pu être réalisé en novembre, en ligne. La question climatique, mais également la défense des territoires et la pédagogie aux populations étaient au programme, avec un atelier spécial sur les impacts des politiques de financiarisation de la nature

Propos recueillis auprès de Jeanne-Maureen Jorand

ICI & LÀ-BAS, NOS PARTENAIRES ONT ŒUVRÉ POUR LA TRANSITION



BOSNIE-HERZEGOVINE SOUTENIR LES DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT.

Le CZZS (Centar Za Zivotnu Sredinu), ou « Centre pour l'environnement » de Bosnie-Herzégovine est membre du réseau international des Amis de la Terre, se mobilise sur la nécessité d'engager la transition écologique.

CZZS est soutenue par le CCFD-Terre Solidaire pour mettre en œuvre deux actions :

1. Une mise en réseau nationale des groupes et personnes engagées dans la défense de l'environnement en Bosnie-Herzégovine,
2. Une mise en réseau régionale des associations et groupes engagés dans des luttes écologiques dans les différents pays des Balkans.

Bien que nos actions aient été toutes limitées par la pandémie, les différents confinements et la très grande difficulté à circuler entre les pays de la région, nous avons réussi à agir :

- Contre la répression des défenseur-euse-s de l'environnement qui devient un sujet majeur en Bosnie-Herzégovine depuis déjà deux ans avec des rencontres d'échange d'expérience et de formation entre activistes, en visioconférences. Nous avons pu ainsi continuer à travailler sur la sécurité des personnes.
- Contre les barrages abusifs : le gouvernement bosno-croate s'est engagé à revoir le système de subventions des barrages hydroélectriques : une première victoire dans la campagne de plaidoyer dans un contexte très difficile.
- Pour une solidarité régionale avec le réseau SEE-NET qui a permis d'organiser notamment en Albanie une mobilisation pour mettre en œuvre les décisions de la COP 21.



NIGER ORGANISER L'AIDE AUX SINISTRÉS ET PRÉPARER L'AVENIR.

Des milliers de sinistrés, un fleuve Niger au plus haut depuis 1929, des ruptures de digues ravageant villes et villages, la Fédération des coopératives maraîchères du Niger (FCMN Niger), et la Fédération des unions des groupements paysans du Niger (MOORIBEN) organisations paysannes partenaires du CCFD-Terre Solidaire appellent à l'aide.

Les pays du Sahel en général, et le Niger en particulier, sont éprouvés par des événements climatiques extrêmes de plus en plus récurrents.

En pleine crise du Covid-19, les dernières inondations sont venues détériorer plus encore la situation des populations déjà confrontées à l'insécurité alimentaire, mais aussi à l'insécurité due aux groupes djihadistes qui sévissent dans toute la région sahélienne.

Aujourd'hui, l'adaptation aux changements climatiques et la dégradation des ressources naturelles représentent un défi immense pour le Niger.

C'est pourquoi en plus d'organiser une aide d'urgence indispensable, le CCFD-Terre Solidaire appuie ces organisations dans leur transition vers l'agroécologie (optimisation de la rareté des ressources naturelles, adaptation des cultures aux changements climatiques, cultures assurant la souveraineté alimentaire tout au long de l'année, circuits courts, implication des femmes...)

Plusieurs associations sont déjà engagées dans le programme TAPSA (Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire), l'ancien PAIES.

Aux efforts de ces collectifs d'agriculteurs, il faudra également ajouter une mobilisation accrue pour la décentralisation de la gouvernance locale afin de promouvoir la démocratie, la sécurité et lutter contre les inégalités.



AMAZONIE MOBILISER POUR LA SURVIE DES PEUPLES AUTOCHTONES.

L'organisation soutenue par le CCFD-Terre Solidaire veut mobiliser pour éviter une tragédie humaine et environnementale en Amazonie.

Dans les différents pays de la Pan-Amazone, l'Église se fait l'écho des appels et des demandes d'aide, dans un contexte qui menace la survie des communautés et peuples autochtones. Deux ennemis clairement identifiés :

1. La pandémie de Covid-19 qui atteint les plus vulnérables.
2. L'augmentation incontrôlée de la violence sur les territoires.

Petit tour (incomplet) de notre indignation :

- En Bolivie, nous dénonçons les défaillances avérées du gouvernement sur la gestion de la pandémie.
- En Colombie, les peuples autochtones, les paysans et les afro descendants n'ont aucun accès à la santé et ni à l'eau potable.
- Au Venezuela, les peuples autochtones sont menacés par une possible contagion due aux activités minières illégales incessantes, et au transit des migrants sur leurs terres.
- Au Pérou, plusieurs peuples amazoniens, dont plusieurs peuples autochtones, ont dû émigrer vers les villes à la recherche de travail et sont totalement sans protection.

Ces constats alarmants concernent 9 pays autour du fleuve Amazone et de ses affluents, 33 millions d'habitants, dont environ 3 millions de personnes appartenant aux peuples autochtones indigènes. Environ 400 peuples différents.

Les attitudes des représentants des gouvernements bafouent les recommandations des agences internationales de santé, des organisations des droits de l'homme et mettent ainsi les communautés dans une très grande vulnérabilité.



FRANCE « J'PEUX PAS... J'AI FRESQUE À LENS »

Samedi 17 octobre 2020, des jeunes étaient réunis à Lens (62) pour participer à une fresque pour le climat. L'occasion de réaliser que c'est l'action de l'homme qui est à l'origine de la dégradation de notre planète.

Une fresque dédiée au climat pour sensibiliser ce jeune public de 13 à 21 ans au changement climatique. Un jeu collaboratif où les participants coconstruisaient une fresque résumant les mécanismes du changement climatique. 42 cartes et 2 mètres carré de papier.

Le but est d'abord de relier les causes aux conséquences du réchauffement climatique.

La seconde phase était plus créative : déco de la fresque et propositions de solutions collectives ou individuelles, à faible ou fort impact : utiliser les transports en commun ou le vélo, sensibiliser, prendre soin de soi et des autres, limiter le plastique, réduire les élevages intensifs, arrêter de consommer inutilement de l'eau ou de l'électricité, instruire...

« La Fresque du Climat m'a fait ouvrir les yeux sur toutes les menaces qui peuvent à n'importe quel moment "tuer" notre maison commune. »

Louise Lemaire - 17 ans.



2020, FAIRE FACE AVEC NOS BÉNÉVOLES

Par son engagement sans faille, notre réseau de bénévoles a su renouveler ses pratiques et ses actions.

02

LA GOUVERNANCE DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Héritière d'un mouvement né il y a 60 ans, la gouvernance du CCFD-Terre Solidaire a su se renouveler et créer des espaces d'échanges et de démocratie. À l'image de l'intelligence collective, elle exprime la vitalité associative d'une organisation profondément participative.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale, composée de 150 membres, se réunit une fois par an. Elle est l'instance chargée de définir et d'orienter l'activité du CCFD-Terre Solidaire dans le cadre de ses statuts et dans la ligne générale de sa mission. Elle réunit l'ensemble des membres du conseil d'administration, 2 délégués permanents pour chaque mouvement et service d'Église, 4 représentants par région élus lors des assemblées régionales annuelles et 1 représentant de chaque réseau thématique national.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration, composée de 16 à 24 membres, se réunit au moins quatre fois par an. Il met en œuvre les orientations stratégiques décidées par l'assemblée générale. Il propose l'ordre du jour de l'assemblée générale et s'assure de l'exécution des décisions prises par celle-ci. Il veille à la bonne coordination des activités du CCFD-Terre Solidaire et valide les priorités et plans d'action de l'association. Il est responsable de la mise en place de l'organisation du réseau et assure le suivi de ses activités tout en préparant le budget prévisionnel de l'association à soumettre à l'assemblée générale.

LE BUREAU

Le bureau a un devoir d'alerte et un devoir d'information du conseil d'administration. Il prépare et met en œuvre les décisions de l'assemblée générale et les dossiers soumis à la délibération du conseil d'administration. Il assure l'exécution des décisions prises. Il porte le souci du lien à la collégialité et au réseau de bénévoles.

LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE

Sous l'autorité de la présidente Sylvie Bukhari-de Pontual, la déléguée générale, Manuèle Derolez, est chargée de veiller à l'application des choix stratégiques de l'association, d'après les orientations politiques retenues. La déléguée générale a la responsabilité des fonctions opérationnelles de l'association. Elle est assistée dans cette tâche par sept directeurs.

LE COMITÉ DE DIRECTION

Sous l'autorité du délégué général, le comité de direction regroupe sept directeurs.

LES DIRECTIONS

- Administration et Finances
- Communication et Information
- Développement des Générosités
- Mobilisation citoyenne
- Partenariats internationaux
- Plaidoyer
- Ressources humaines

LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES

LES RÉSEAUX THÉMATIQUES

LES MSE

Les 30 mouvements et services d'Église (MSE) forment ensemble la collégialité du CCFD-Terre Solidaire. De cultures, de traditions et de professions différentes, ses membres représentent différentes catégories socioprofessionnelles de la population française et forment ensemble un lieu d'Église pluriel et ouvert sur le monde.

LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE : UN COMITÉ, APPELÉ AUSSI COLLÉGIALITÉ

Action catholique des enfants (ACE), Action catholique des femmes (ACF), Action catholique des milieux indépendants (ACI), Action catholique ouvrière (ACO), Chrétiens dans l'enseignement public (CEP), Chrétiens dans le monde rural (CMR), Communauté vie chrétienne (CVX), Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP), Délégation catholique pour la coopération (DCC), Institut religieux et solidarité internationale (IRSI), Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), Jeunesse indépendante chrétienne (JIC), Jeunesse indépendante chrétienne féminine (JICF), Jeunesse mariale (JM), Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), Mission de la mer, mission universelle, Mouvement chrétien des retraités (MCR), Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC), Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ), Mouvement du nid, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), Pax christi, Scouts et Guides de France (SGDF), Secrétariat général de l'enseignement catholique (SGEC), Service national pour l'évangélisation des jeunes et pour les vocations (SNEJV), Service national de la pastorale des migrants (SNPM), Société de Saint-Vincent de Paul (SSVP), Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui (VEA), Voir ensemble.

NOUS PLANTONS
LES SEMENCES
POUR UNE SOCIÉTÉ
NOUVELLE

LES COMMISSIONS NATIONALES

Les commissions nationales, composées de bénévoles, appuient les directions dans leurs réflexions et actions et rendent compte au conseil d'administration.



« CE FUT UNE BELLE ENTREPRISE D'INTELLIGENCE COLLECTIVE ET DÉMOCRATIQUE. »

Entretien. Dominique Rouyer, secrétaire nationale du CCFD-Terre Solidaire et rédactrice du Rapport d'orientation 

Comment s'est déroulée l'élaboration du Rapport d'orientation dans le contexte de crise ?

Quand la crise sanitaire a éclaté, nous étions dans la dernière phase d'un travail d'intelligence collective commencé deux ans plus tôt, afin de permettre à toutes les composantes du CCFD-Terre Solidaire d'intervenir dans la préparation de ce rapport d'orientation. Nous avions une idée très précise de ce rapport, à savoir que nous ne voulions pas reprendre toutes les actions que porte le CCFD-Terre Solidaire, mais définir les inflexions qu'il souhaite apporter à son action en fonction de l'évolution de la situation internationale.

Lors du premier confinement, nous étions en phase de synthèse de la collecte d'informations. Nous avons mené **200 débats en deux mois et nous en avons tiré 10 orientations** que l'assemblée générale (AG) d'août dernier a votées. Celle-ci a également donné mandat au conseil d'administration de piloter la rédaction du Rapport d'orientation en intégrant ces orientations dans quatre champs thématiques prioritaires : la souveraineté alimentaire, la justice économique, les migrations internationales et la paix et le vivre-ensemble. J'ai été chargée de prendre la plume et le conseil d'administration a approuvé le texte final qui a été distribué courant avril à tout le réseau de bénévoles. Ce fut une belle entreprise d'intelligence collective, avec un fonctionnement démocratique, comme le veulent nos nouveaux statuts validés en juillet 2020.

Eux aussi sont l'aboutissement d'une aventure qui a duré plusieurs années pour développer la démocratie dans notre association. Jusqu'alors, le CCFD-Terre Solidaire était un collectif d'une trentaine de mouvements et services d'Église dirigé par un conseil de délégués de ces organisations. **Les nouveaux statuts font entrer à leur côté à parts égales des délégués de notre réseau de bénévoles individuels.** C'est une vraie révolution démocratique !

Que va changer très concrètement ce Rapport d'orientation ?

Ce Rapport d'orientation va d'abord nous obliger à nous en tenir à ces priorités sans vouloir forcément tout faire.

Il va surtout nous amener **à avoir une cohérence** entre nos différents modes d'action sur chaque axe thématique. En effet, pour l'instituer nous avons décidé de restructurer de manière transversale nos différentes formes d'action afin d'associer par champ thématique le plaidoyer, la mobilisation citoyenne et le soutien aux projets de nos partenaires. Cette transversalité va supposer une réorganisation des équipes salariée et bénévole, ce qui devrait susciter une belle dynamique.

Nous innovons également dans la suite à donner à ce Rapport d'orientation, car nous allons débattre lors de notre prochaine AG en juin de la façon dont nous allons mettre en œuvre ces orientations et, tous les ans, nous évaluerons en AG l'avancée de leur réalisation.

C'est une véritable richesse pour le CCFD-Terre Solidaire que d'être un lieu où se rencontrent ces différentes spiritualités.

Comment ce Rapport d'orientation engage-t-il le CCFD-Terre Solidaire à repenser son investissement dans l'Église catholique ?

Dans le Rapport d'orientation, **nous nous sommes fixé trois niveaux d'engagement.** D'abord poursuivre la mission qui nous est donnée de développer la solidarité internationale auprès des catholiques. Nous savons qu'il y a de moins en moins de catholiques dans les églises et que le CCFD-Terre est peu connu dans de nombreux lieux d'Église. Donc nous allons faire un effort d'ouverture en allant chercher les catholiques « à la

marge », aux périphéries comme le dirait le pape François. Pour cela, **nous allons moderniser et revoir notre campagne de Carême, et faire également d'autres propositions « hors Carême »** à des publics qui n'ont pas l'habitude de s'intéresser à ce temps liturgique.

Ensuite, le CCFD-Terre Solidaire veut se questionner sur la façon dont d'autres spiritualités peuvent inspirer sa démarche de solidarité internationale. À ses débuts, le CCFD-Terre Solidaire était un collectif d'associations catholiques. Elles ont peu à peu été rejointes par des membres individuels pour constituer un réseau de 7 200 bénévoles. Ces derniers peuvent avoir des sensibilités chrétiennes différentes, mais également d'autres religions. C'est une véritable richesse pour le CCFD-Terre Solidaire que d'être un lieu où se rencontrent ces différentes spiritualités. Notre projet, c'est de réfléchir ensemble à la manière dont nos diverses spiritualités peuvent inspirer notre action de solidarité internationale, comment chaque spiritualité définit ses modes de solidarité et de partage.

Enfin, nous nous sommes engagés à répondre à la lettre du pape d'août 2018 – à la suite de la vague de découvertes des abus sexuels et de pouvoir dans l'Église – à travers « Promesses d'Église », un collectif qui regroupe 40 mouvements et organisations de l'Église. Celui-ci se prépare à participer au prochain synode d'octobre 2022 lancé par le pape François pour rendre l'Église plus synodale, c'est-à-dire **capable d'accueillir tous ceux qui le souhaitent dans un esprit d'écoute et de service.** Nous avons commencé à travailler des thèmes tels que la place des femmes, des jeunes, la parole à donner aux plus pauvres, la formation des clercs, les périphéries, l'évolution de l'institution et, bien sûr, les abus sexuels.

Mais Promesses d'Église n'est pas seulement un lieu de réflexion, c'est aussi un lieu où se vit une démarche ecclésiale qui veut témoigner que la communion est possible dans la plus grande diversité, avec la conviction que l'Évangile qui nous rassemble est plus important que tout ce qui peut nous séparer.



« VIVRE L'AUTRE »

PÈRE GOURNAY, AUMÔNIER NATIONAL DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

« Au CCFD-Terre Solidaire, j'en apprend beaucoup plus que j'en apporte », résumerait Bertrand Gournay depuis sa prise de fonction en septembre 2020.

En novembre 2019, le prêtre encore en exercice en Algérie est sollicité pour le poste d'aumônier national au CCFD-Terre Solidaire. S'il n'est pas certain d'être la personne *ad hoc* par sa formation de bibliste et non de théologien, le père Gournay est attiré par ce rôle qui consiste à « entendre ce qui se vit dans l'association et apporter un peu de spiritualité aux salariés, face à l'immédiété des décisions importantes à prendre ». Ses expériences, multiples et solides, de solidarité internationale forment le socle de sa légitimité : « La souveraineté alimentaire, le développement fondé sur la justice économique, la question de la migration et de la gouvernance, la culture de la paix sont des thèmes qui m'interpellent, car j'ai vécu ces situations sur le terrain. » Sénégal, Cameroun, Inde, Roumanie... il est particulièrement marqué, en 2014, par sa mission de prêtre Fidei donum à Tamanrasset, en Algérie.

Il y propose un système de micro crédit, découvert lors d'une mission au Sénégal, pour les nombreuses personnes en parcours migratoire. Il constate qu'une telle initiative de développement porte aussi ses défauts, notamment avec l'existence de corruption. Sept ans plus tard, Bertrand Gournay tire de cette expérience que « le développement nous empêche d'être naïfs ». Et ses six premiers mois en tant qu'aumônier, en pleine crise sanitaire, lui permettent de percevoir « la vigilance du CCFD-Terre Solidaire », sur la question de développement

« L'association ne se laisse pas happer par les émotions et affiche des expertises extrêmement pertinentes et humaines. » Et de découvrir en parallèle la force du plaidoyer, que le père Gournay n'avait jamais approchée d'aussi près. Le seul défaut ? « La longueur des dossiers constitués pour l'élaboration des plaidoyers qu'il est nécessaire de lire ! »

Si l'aumônier déplore de n'avoir pu encore toucher du doigt « tout le spectre des activités et rencontrer toutes les équipes du CCFD-Terre Solidaire » à cause du contexte sanitaire, il repère déjà le travail sur le dialogue inter-religieux comme un des défis majeurs de l'association : « À travers toutes mes amitiés avec des musulmans, je m'aperçois que lorsque nous avons des problématiques communes comme la scolarisation des enfants, la souveraineté alimentaire, le bien-être en général, et que nous sommes capables d'en parler ensemble, alors on arrive ensuite à dialoguer autour des questions de paix. » Un véritable enjeu social en France et dans le monde. Sa fonction d'aumônier, le père Gournay la prendra donc très à cœur, car le but qu'il se fixe, en accord avec le CCFD-Terre Solidaire, est « d'agir pour rassembler les peuples, dans des intérêts communs ».



ÉTAPES DE VIE

- 1951** Naît à Touques (14).
- 1972** Coopération au Cameroun.
- 1974** École de la foi, en Suisse.
- 1979** Institut catholique de Lyon en lien avec le séminaire interdiocésain de Lyon.
- 1987** Ordonné prêtre dans le diocèse de Gap et d'Embrun.
- 2004** Recteur du sanctuaire Notre-Dame-du-Laus (05).
- 2010** Curé-doyen de Briançon.
- 2014** Prêtre Fidei donum à Tamanrasset, en Algérie.
- 2016** Vicaire général du diocèse de Ghardaïa-Laghouat (Algérie).
- 2020** Vicaire épiscopal chargé des relations entre la vie diocésaine et la société civile et aumônier national du CCFD-Terre Solidaire.

UN RÉSEAU EN MOUVEMENT

Les bénévoles ont redoublé d'efforts pour faire vivre le CCFD-Terre Solidaire sur les territoires malgré les confinements successifs. Les activités ont continué. Les formes d'engagement se sont réinventées afin d'organiser des événements, de communiquer et de faire passer nos messages par le numérique. Des webinaires avec nos partenaires internationaux ont facilité le témoignage des acteurs du développement des quatre coins du monde. En Rhône-Alpes, par exemple, une série de webinaires « Le Tour du monde des solidarités », ancrée dans l'expertise de nos partenaires internationaux, a permis d'éclairer les réalités contemporaines de Syrie ou encore d'Amérique latine, réunissant chaque fois 120 personnes.

LA CRÉATION D'OUTILS PÉDAGOGIQUES S'EST POURSUIVIE.

Les outils pédagogiques *Côtes à Côtes*, fruits d'un projet entre Bretagne et Pays de la Loire, ont été publiés. Ils sont issus de l'immersion croisée Indonésie-Sénégal-Mauritanie sur les questions de la pêche et de la souveraineté alimentaire. Point d'orgue de la sortie de ce dispositif complet, regroupant carnet de portraits, fiches pédagogique, vidéos... à Saint-Nazaire s'est tenue une journée présentant ces nouvelles méthodes d'animation, dont une conférence gesticulée.



En Auvergne-Limousin, d'autres outils pédagogiques ont vu le jour : à la suite de la création, en 2019, du jeu *Petits pas, pas de géant*, une déclinaison a été réalisée pour les enfants (5-11 ans) sous forme de jeu de l'oie. Celui-ci permet de sensibiliser à une économie plus juste au service de l'homme et du bien commun, « ici » en Auvergne-Limousin et « là-bas » chez nos organisations partenaires de Birmanie, du Burkina Faso, du Mali et du Niger. De plus, en partenariat avec le Mouvement et Service d'Église « Voir Ensemble », nous avons adapté le jeu en version adultes pour les déficients visuels.

DE NOMBREUSES FORMATIONS ONT EU LIEU EN LIGNE.

Ainsi, une formation sur la diversification des ressources financières a rassemblé 80 personnes. Le format numérique offre de la souplesse aux bénévoles qui veulent se former sans avoir les contraintes du déplacement engendrant temps, coût et fatigue. L'utilisation d'outils numériques a permis d'alterner les apports de différents intervenants et des temps d'échange entre participants. Dans le Grand Est et en Bourgogne-Franche-Comté, après plusieurs ajournements en raison de la crise sanitaire, l'équipe salariée s'est lancée dans la numérisation de la formation Pouvoir d'Agir. Sacré challenge pour des dynamiques d'éducation populaire qui invitent à agir et réfléchir collectivement. Mais l'utilisation de nouveaux outils d'animation a été un succès, et a même séduit des bénévoles moins disponibles pour des formats plus classiques.

CHIFFRES CLÉS DU RÉSEAU

7 200
BÉNÉVOLES

3 400
ADHÉRENTS

17
RÉGIONS

98
DÉLÉGATIONS
DIOCESAINES

500
ACTIONS DE SENSIBILISATION
ET DE MOBILISATION



« LES BÉNÉVOLES ONT DÉPLOYÉ DES TRÉSORS D'INVENTIVITÉ »

Entretien. Jean Vettrino, directeur de la mobilisation citoyenne

Comment avez-vous vécu cette année 2020 en tant que directeur de la mobilisation citoyenne ?

Ce qui m'a frappé, c'est la rapide capacité d'adaptation du réseau : j'ai remarqué des trésors d'inventivité des bénévoles et salariés pour faire vivre le Carême, notamment dans ce contexte très particulier marqué par l'absence de nos partenaires internationaux. En 2020, nous avons par exemple lancé cette initiative appelée « Le tour du monde des solidarités » : des conférences en ligne qui présentent soit un pays soit une thématique à l'appui d'expériences concrètes menées par nos partenaires et des vidéos pédagogiques, réalisées par les salariés et bénévoles main dans la main. Mais beaucoup de nos actions ont été ajournées et reportées ; le bouleversement de l'agenda international dû à la crise sanitaire nous a aussi bouleversés. Ainsi, notre campagne justice climatique en vue de la COP 26 n'a pu se tenir et a été décalée.

Nous avons également dû faire face à une ambivalence continue entre la satisfaction, par exemple, du succès de nombreuses réunions à distance, en visio, à commencer par notre AG, et le regret, la tristesse de ne pas pouvoir se réunir physiquement et pouvoir faire corps. La mobilisation citoyenne, ce sont surtout des corps dans l'espace public. Le numérique c'est extraordinaire, mais ce n'est pas le cœur de notre action. Cette grande énergie gratuite autour d'un café, d'un verre ou entre deux portes a été réduite. Une des conséquences de cette numérisation a été de perdre, comme d'autres associations, les plus fragiles dans leur engagement associatif.

Quelles ont été les nouvelles formes d'engagement et de mobilisation « innovantes » créées pour permettre de continuer à tisser des liens dans le réseau ?

Il est difficile d'avoir le recul nécessaire, car en 2020 nous avons « accusé le coup »,

et beaucoup de choses ont émergé seulement au début de l'année 2021. En revanche, nous avons eu la surprise, positive, de constater que la numérisation des formations réseau a permis de nombreuses inscriptions. Cela a conduit des bénévoles qui, en temps normal, n'auraient pu se déplacer, de nous suivre en ligne. Je dirais donc que nous avons été contraints à l'innovation, et les résultats ont été positifs !

En interne, nous avons profité du confinement pour mettre à jour notre nouvelle base de données, permettant d'intégrer l'ensemble des personnes contribuant au CCFD-Terre Solidaire, qu'elles soient bénévoles, sympathisantes, membres d'un Mouvement et Service d'Église, etc. Une première depuis l'existence du CCFD-Terre Solidaire. Cette base de données va nous aider à professionnaliser la connaissance, le suivi et l'évolution de notre réseau. C'est un énorme chantier. Par ailleurs, nous en avons profité pour avancer sur un autre long chantier : celui du développement d'une base documentaire des outils d'éducation à la citoyenneté à la solidarité internationale (ECSI). Cette base documentaire, sorte de « BNF en ligne » pour l'ECSI du CCFD-Terre Solidaire, sera disponible en 2021. C'est un enjeu majeur dans notre mission de pédagogie à l'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Nous sommes fiers de ne pas avoir lâché nos dynamiques internes.

Quelles sont vos priorités pour 2021 ?

Nous avons trois priorités. La première est liée au développement et à la stratégie de développement de notre réseau. Avec trois objectifs : proposer une palette d'actions qui font sens et développer notre offre de bénévolat numérique, recruter de nouveaux bénévoles et renforcer les parcours d'engagement. Ces enjeux concernent, au fond, notre démocratie associative ; plus le CCFD-Terre Solidaire sera démocratique et représentatif, meilleur il sera.

La deuxième priorité porte sur la stratégie de développement des ressources financières

territoriales. Idéalement, chacune des 17 régions du CCFD-Terre Solidaire obtiendrait un cofinancement de la région ou d'un autre bailleur afin d'accroître nos ressources pour mener à bien nos actions de solidarité internationale et gagner en notoriété.

Enfin, la mobilisation citoyenne en tant que telle est notre troisième priorité. Il est essentiel que nous continuions de fédérer et d'engager notre réseau autour de campagnes impactantes, très mobilisatrices, sur nos enjeux d'aujourd'hui et de demain.

J'aimerais rajouter un élément très important qui a été fortement bouleversé par la crise, et qui est dans les gènes du CCFD-Terre Solidaire : nos liens humains.

Depuis 60 ans, le CCFD-Terre Solidaire a mis la rencontre ici & là-bas au cœur de son fonctionnement : visite de partenaires en France, visite de bénévoles chez nos partenaires, regards croisés... Ces rencontres sont la richesse de notre organisation et des temps forts très attendus par notre réseau. Depuis plus d'un an, ces liens, ces rencontres ont été remplacés par des liens virtuels. Et ces modifications de pratiques nous amènent actuellement à nous questionner : comment réinventer ces liens avec nos partenaires internationaux avec tous les enjeux qui y sont corrélés – comme la réduction de notre impact carbone, par exemple ?

Nous sommes fiers de ne pas avoir lâché nos dynamiques internes.

MERCI AUX BÉNÉVOLES POUR LEUR ENGAGEMENT ET LEURS INITIATIVES

Malgré la crise, les bénévoles ont fait preuve d'inventivité, de résilience et de trésors de créativité pour continuer de défendre les combats du CCFD-Terre Solidaire et de porter la voix de nos partenaires ici.

SAVOIE FRANÇOIS DELORME, BÉNÉVOLE ENGAGÉ



Ingénieur EDF à la retraite, il découvre le CCFD-Terre Solidaire dans les années 1980 à travers le mouvement catholique international Pax Christi, à Chambéry. De 1993 à 2000, il devient président du comité diocésain

du CCFD-Terre Solidaire en Savoie. Malgré ses nombreux déplacements professionnels, il reste proche de l'association: il accueille des personnes migrantes, s'engage dans le réseau thématique Palestine-Israël, investit dans le fonds commun de placement « Faim et Développement »; et, après un voyage auprès des partenaires et bénéficiaires de la SIDI au Maroc, il intègre le réseau thématique Finance solidaire en 2018.

Depuis qu'il est à la retraite, il y a trois ans, François Delorme organise l'accueil de partenaires internationaux. Et puis le Covid-19 est arrivé; l'équipe locale, « prise de court », a toutefois réussi à « maintenir du lien avec les paroisses et les services locaux ». François s'est également investi dans la campagne **Devenir une ville accueillante, c'est possible** lancée par le CCFD-Terre Solidaire, dans l'optique des élections municipales dans lesquelles il était aussi impliqué à titre personnel.

À l'automne, les bénévoles de Savoie ont prévu un « plan B » à la campagne de Carême 2021 en organisant des « webi-bol de riz », une rencontre fixe tous les mercredis soir du 21 février au 24 mars dernier pour échanger avec des partenaires et commencer à célébrer les 60 ans du CCFD-Terre Solidaire. François se félicite de la « découverte d'outils qu'on ignorait qui ont permis aux bénévoles du CCFD-Terre Solidaire de se retrouver, de partager et de s'ouvrir ».

« ...CHAQUE PARTICIPANT EN RESSORT TRANSFORMÉ. »



CHARENTE MARIE-ODILE FAVRE, 30 ANS D'ENGAGEMENT

Le dynamisme des bénévoles du CCFD-Terre Solidaire en Charente, on le doit en partie à Marie-Odile Favre. L'enseignante, aujourd'hui à la retraite, est investie depuis 1994; pas de surprise donc de la voir impliquée sur le terrain de l'éducation. En effet, depuis de nombreuses années, **Marie-Odile intervient en milieu scolaire pour sensibiliser la jeunesse à la solidarité internationale.**

Le premier confinement, au printemps 2020, a été l'occasion pour quelques bénévoles, dont elle fait partie, d'adapter le jeu du *Pas en avant* sur le thème des migrations, travaillé au niveau régional. Créé par le CCFD-Terre Solidaire, il éclaire sur les inégalités dans le monde. « *L'idée est de fabriquer des profils différents de "migrants", donner des affirmations, faire un pas en avant si l'on est concerné, puis avoir une discussion commune. Cela permet de prendre conscience des difficultés vécues par chacun, et des inégalités visibles* », détaille Marie-Odile Favre. Ce sujet a permis de fédérer dans la région d'autres personnes déjà sensibilisées et de lancer la création d'une commission « milieu scolaire » au niveau régional, notamment à destination des 11/15 ans. **Prochain chantier : les 7/11 ans** « *qui ne sont pas encore le public cible des actions du CCFD-Terre Solidaire* », ajoute la bénévole.

Forte de cette expérience, Marie-Odile Favre représente depuis un an l'association à la Commission EUDES (Éducation à l'universel, au développement, à l'engagement solidaire) du Poitou-Charentes de l'enseignement catholique où le CCFD-Terre Solidaire sera invité, en juillet prochain, à présenter ses outils d'animation en milieu scolaire lors de journées de formation.



GIRONDE LA CARAVANE DE L'ENGAGEMENT

Ils s'appellent Essowédéou Blakime et Abdoul Kader Hamaniseydou et viennent respectivement du Togo et du Niger.

En 2020, dans le cadre de leur service de volontariat international avec le CCFD-Terre Solidaire en Gironde, les deux jeunes sont étonnés par la vigueur associative de l'association. Alors une idée germe : les bénévoles – environ 500 en région Aquitaine – devaient aller à la rencontre du grand public pour faire part de leur engagement et leur vision du monde. « **Pour nous avoir secoués, ils nous ont secoués!** » sourit Laurent Colas, le chargé de développement associatif du CCFD-Terre Solidaire en Aquitaine, au souvenir de cette idée devenue projet.

C'est la naissance de **la Caravane de l'engagement**, « *une caravane qui sillonnera les délégations d'Aquitaine pour faire halte dans des lieux investis par les bénévoles qui porteront des animations, valoriseront leurs actions et sensibiliseront le grand public sur les thèmes chers au CCFD-Terre Solidaire* », détaille Laurent Colas. Covid oblige, si le projet d'une caravane customisée suivie par des vélos ne peut voir le jour, une caravane virtuelle numérique s'est mise en marche du 19 au 25 juin 2020. « *C'était assez impressionnant de voir les bénévoles se former autant au numérique, apprendre à filmer, tourner des clips, animer des conférences et réaliser des interviews!* » se réjouit encore le salarié des mois plus tard. Un concours d'éloquence, une conférence sur les droits des femmes dans le monde ou les migrations, un escape game sur le thème « Qui a tué la terre ? » ou encore un ciné-débat sur l'agroécologie... Internet a permis au programme de la caravane de s'exporter partout en France et au-delà, jusqu'au Niger ou au Togo, grâce au réseau mobilisé par deux jeunes volontaires.

Après cette « remarquable » aventure, Laurent est plein d'espoir « *de retour chez eux, Essowédéou et Abdoul s'investissent dans la société civile de leur pays et sensibilisent à la solidarité internationale* ».



2020, FAIRE FACE AVEC NOS DONATEURS

Grâce à la générosité
de nos donateurs, notre
action a perduré dans
un monde déstabilisé.

03

«Nous sommes fiers d'avoir pu honorer nos engagements avec nos partenaires et fiers de la fidélité de nos donateurs qui ont été au rendez-vous et au-delà !»

LE MOT DU TRÉSORIER NATIONAL Patrick Saurat, Trésorier bénévole du CCFD-Terre Solidaire



C'est avec une gratitude particulière que je vous remercie très chaleureusement pour votre soutien tout au long de l'année écoulée.

Après le choc du confinement du mois de mars qui nous a privés des conditions habituelles de notre campagne de Carême, essentielle pour nos ressources, nous avons fait appel à vous de façon exceptionnelle au mois de juin pour essayer de compenser la chute des dons.

Vous avez, une fois de plus, répondu présent de belle manière en nous permettant de combler notre retard à mi-année, et poursuivi ensuite votre engagement au service de nos missions sociales, jusqu'à la fin de l'année qui s'est donc bien terminée pour l'équilibre de nos comptes.

Nous avons reçu 32 M€ issus de votre générosité, sous forme de dons (27,3 M€) ou de legs (4,7 M€).

Sur ces sommes, plus de 26 M€ ont été consacrés à nos missions sociales à l'international et en France ; c'est ainsi que nos partenaires dans le monde, rendus parfois très vulnérables par la crise sanitaire, ont pu compter sur notre appui pour la totalité du budget prévu à l'origine.

Nous avons pu aussi maintenir l'aide à notre filiale la SIDI pour l'accompagnement de ses projets de développement de la microfinance auprès des nombreux exclus du système bancaire ; et vu avec satisfaction la Fondation Terre Solidaire continuer à se développer au service de projets œuvrant à la transition agroécologique et environnementale.

Bien sûr, l'avenir demeure incertain, et l'année 2021 ne commence pas sous les meilleurs auspices, mais forts de votre magnifique soutien en 2020, nous restons confiants et résolument tournés vers l'avenir, au moment où nous fêtons le 60^e anniversaire de notre association.

Merci encore !

LES CHIFFRES CLÉS 2020

86,9%
DES RESSOURCES DU
CCFD-TERRE SOLIDAIRE
(85% EN 2019)
PROVIENNENT DE LA
GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC
(AVEC VALORISATION DU BÉNÉVOLAT)

193 308
DONATEURS

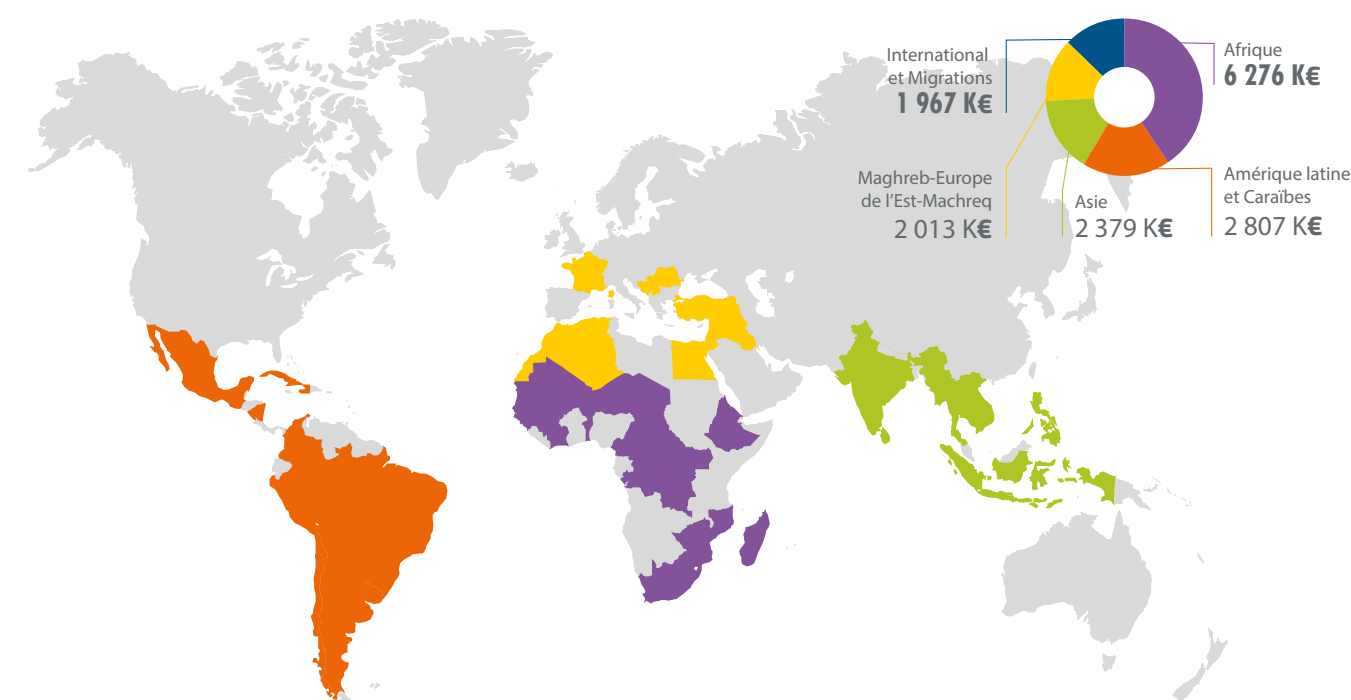
60%
DE NOS DONATEURS NOUS
DONNENT DEPUIS PLUS DE
10 ANS

523 000€
D'ÉPARGNE SOLIDAIRE

2020 : LE DON EN ACTION

FINANCEMENT PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en milliers d'euros)



LES TROIS AXES DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES

Quelles sont les priorités pour les années à venir ?

Le conseil d'administration a demandé à la Commission des ressources d'analyser toutes les sources de revenus, petites ou grandes.

Trois axes stratégiques sont ressortis :

- **augmenter la part de fonds institutionnels dans nos ressources.**

Nous dépendons aujourd'hui de la générosité du public à 85 %, les 15 % restants sont des cofinancements, c'est-à-dire les financements publics ou institutionnels, en particulier de l'Agence française de développement (AFD).

Pour les développer, nous devons travailler nos dossiers de partenariat, et les porter au niveau d'exigence demandée par l'AFD, et éventuellement par l'Europe.

L'idée est de développer ces sources, de les monter graduellement de quelques pour cent.

Cela est possible, car la politique française a doublé ses aides publiques en quelques années.

- **les libéralités**

Les legs et les donations représentent 5 millions sur un total de ressources de plus de 30 millions. Un vrai potentiel de développement. Nous avons une petite cellule technique qui maîtrise ce sujet délicat, car il doit se travailler avec des notaires, dans la connaissance des droits de succession et tout en faisant du marketing.

- **la création d'un laboratoire de recherche sur de nouvelles ressources ou de nouveaux modes de collectes.**

Damien Cousin, directeur du développement des générosités, est arrivé avec beaucoup d'idées nouvelles, et nous allouons un budget chaque année pour nous interroger et essayer de nouveaux canaux.

Rendons hommage à la résilience des salariés comme des bénévoles, ils ont cette humanité chevillée au corps qui est l'esprit du CCFD-Terre Solidaire.

*Propos recueillis auprès de
Patrick Saurat,
Trésorier bénévole du CCFD-Terre Solidaire*



2020 : UNE ANNÉE COMPLIQUÉE, MAIS POSITIVE, QUI OUVRE DE NOUVEAUX CHEMINS

Entretien. Damien Cousin, directeur du développement des générosités

Quand on parle des «générosités», qu'est-ce que cela inclut ?

L'ensemble de la générosité du public, c'est-à-dire dons et libéralités.

Les libéralités ce sont les legs, donations, assurances-vie, soit les dons après la mort.

Un ordre d'idée ? L'année dernière, nous avons reçu plus de 32 millions d'euros de dons avec plus de 5 millions de libéralités.

Comment mobilisez-vous vos donateurs ?

Nous avons la chance d'avoir une base de donateurs très fidèles, que l'on contacte régulièrement, par courrier, e-mailing, téléphone, mais aussi lors d'événements physiques très importants pendant le Carême notamment.

Ces événements n'ont pas pu avoir lieu l'année dernière de même que la venue de nos partenaires et leur tour de France des délégations, ponctué de collectes dans les églises, et particulièrement le 5^e dimanche de Carême.

Oui, en mars 2020, tout s'est arrêté, avez-vous eu peur ?

Effectivement, nous avons eu ce grand stop. Oui, nous avons eu très peur, car il nous était impossible de savoir ce qui allait arriver concernant nos ressources.

Nous savions que tous les événements prévus autour de Carême étaient annulés, pas d'appels à dons le 5^e dimanche de Carême. Une collecte qui nous avait rapporté en 2019 quasiment 2 millions d'euros.

Autre élément qui a entretenu le suspense, c'est notre mode d'enregistrement des dons.

Au CCFD-Terre Solidaire, nous saisissons les dons en interne : ouverture des enveloppes par les bénévoles et saisie des dons en chèques ou espèces par les salariés. Avec la fermeture pendant 2 mois, nous n'avions plus aucune visibilité !

Comment avez-vous réagi ?

Nous avons dû nous adapter avec, tout de suite, une communication de crise auprès de notre réseau de bénévoles et de nos donateurs. **Le message : rien ne doit arrêter la Solidarité et donnez en ligne !** Faites des collectes en ligne, sur Facebook, avec des petits tutoriels pour leur expliquer comment faire. Nous avons travaillé avec l'équipe Communication pour créer ces kits clés en main. Au mois de juin, nous avons également refait une campagne d'urgence parce qu'effectivement, nous n'avions pas de visibilité sur les dons. C'était une crise inédite, et l'on craignait un repli des donateurs.

Mon seul objectif... Que le CCFD-Terre Solidaire soit toujours là dans 5 ans, 10 ans, 15 ans, 20 ans ! L'avenir se prépare par la collecte qui représente plus de 80 % de nos ressources.

Merci pour votre soutien !

Cette campagne d'urgence consistait en des courriers papier et des e-mails. Heureusement, elle a bien fonctionné et nous a permis de collecter 1,4 million €.

Une énorme surprise ?

Oui ! Début mai, nous avons rouvert le siège. Progressivement, les équipes qui traitaient les dons sont arrivées et, au fil des semaines, nous nous sommes rendu compte que la campagne d'urgence fonctionnait, nous étions même en avance par rapport à 2019 !

La bulle de générosité en France s'est appliquée aussi au CCFD-Terre Solidaire. **Nous avons eu une augmentation du don moyen et même du nombre de dons par donateur !**

Que peut-on en retenir ?

- Une vraie numérisation des pratiques en tout cas sur l'année globale : + 40 % de dons en ligne ! On est passé de 2,5 millions à 3,5 millions d'euros par ce canal.
- Un transfert efficace des campagnes en délégation sur des campagnes de mailing ou sur le Web grâce à une forte mobilisation des bénévoles qui ont eu un impact fort sur la collecte
- Le besoin de rajeunir notre cœur de cible sans délaisser nos traditionnels donateurs toujours très actifs et sur lesquels on compte beaucoup.

Développer les nouveaux moyens de collecte : le prélèvement automatique avec le street marketing, mais aussi le télémarketing ainsi que les libéralités.

UTILISATION DE LA GÉNÉROSITÉ

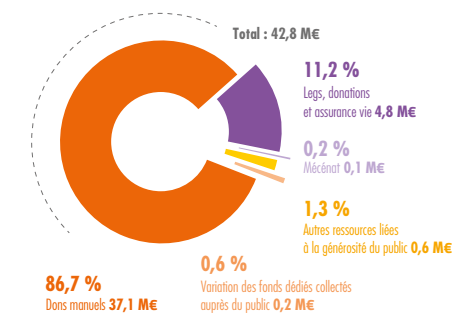
L'engagement du CCFD-Terre Solidaire est le fruit de l'action conjointe des organisations partenaires, des bénévoles, des sympathisants et des salariés, avec le soutien des donateurs.

En 2020, à la générosité de ces derniers, qui s'élève à **32 130 k€**, s'ajoute celle des bénévoles et des sympathisants qui offrent leur temps et leurs compétences pour la construction d'une Terre plus Solidaire.

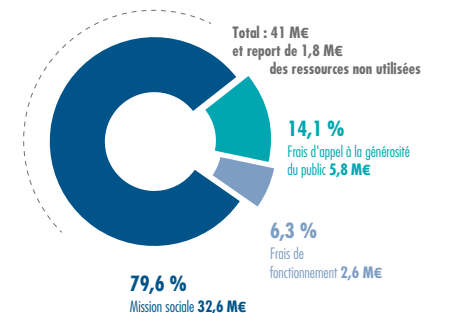
Cet engagement bénévole se situe à tous les niveaux de l'activité du CCFD-Terre Solidaire. S'il est prioritairement dirigé vers l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et vers le soutien aux campagnes de plaidoyer dans toute la France, il assure également une partie de la collecte et du traitement des dons, en limitant le coût. Parmi les 7 208 bénévoles et les 15 338 sympathisants qui sont engagés au CCFD-Terre Solidaire, plus **de 8 117 ont ainsi offert 52 048 jours, l'équivalent de 254 temps pleins** pour assurer la mission du CCFD-Terre Solidaire dans les délégations diocésaines et régionales ou au siège. Ce temps valorisé, charges sociales incluses à une ou deux fois le taux horaire du smic, en fonction de leurs responsabilités, représente un montant total de 10 388 k€.

En 2020, la générosité des donateurs, des bénévoles et des sympathisants représente donc un montant total de 42 518 k€ en matière de ressources. **80 % de son utilisation est consacré à la mission sociale du CCFD-Terre Solidaire.**

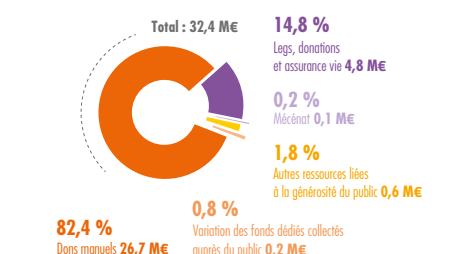
RESSOURCES FINANCIÈRES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC AVEC VALORISATION DU BÉNÉVOLAT



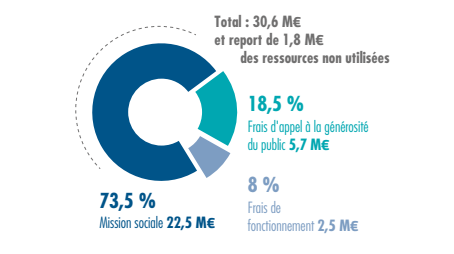
EMPLOI DES FONDS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC INTÉGRANT LA CONTRIBUTION BÉNÉVOLE



RESSOURCES FINANCIÈRES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC SANS LE BÉNÉVOLAT



EMPLOI DES FONDS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC



DON EN CONFIANCE

Acteur du changement depuis 1961, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire est membre fondateur du « Don en confiance », organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Il donne son agrément aux organisations qui respectent des règles déontologiques garantissant le bon fonctionnement statutaire, la rigueur de gestion, la qualité de la communication et des actions de collecte de fonds ainsi que la transparence financière concernant l'utilisation des fonds issus de la générosité du public.

L'intégralité du rapport financier est accessible sur ccfd-terresolidaire.org. Il a été examiné et validé par nos commissaires aux comptes, le cabinet Deloitte.

UNE FENÊTRE SUR LE MONDE

Sensibiliser les jeunes à la solidarité internationale



Bouge ta planète magazine n°2

Destination L'Amazonie, à travers les cas de la Bolivie, du Pérou et du Brésil, pays parmi les plus touchés par l'accaparement des terres amazoniennes. Les lecteurs font connaissance avec Thoda, un jeune garçon de 14 ans qui habite au milieu de l'Amazonie. Il vient de la communauté autochtone Jaminawa. Il entre en dialogue avec Marion, jeune Française de 13 ans qui souhaite en savoir plus sur l'Amazonie. Ces deux personnages nous emmènent en Amazonie pour mieux comprendre les problématiques des populations autochtones.



POUR EN SAVOIR PLUS

Mon monde de demain

Chaque jeune découvre son profil solidaire afin de l'aider à se mettre en mouvement tout en respectant sa personnalité et de lui donner envie d'agir ; les jeunes peuvent alors passer à l'action en relevant des défis solidaires, mini-projets sur des thématiques d'actualité.

Ce livret est le fruit d'un travail collectif avec des organisations de jeunes, membres de la collégialité du CCFD-Terre Solidaire : l'Action catholique des enfants (ACE), le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), les Scouts et Guides de France (SGDF) et le Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ).



POUR EN SAVOIR PLUS



Retrouvez nos éditions pédagogiques auprès de nos 98 délégations à travers la France.

Directrice de la publication : Sylvie Bukhari-de Pontual
Coordination : direction de la communication et de l'information
Rédaction : Clémentine Méténier, Valérie Lévy Harrar
Correction : Élisabeth Maucollot

Conception graphique : Michaël Bouffard

Crédits : Eric M-ENCRE NOIRE (p. 4, 12, 56), Clément Puig (p. 7, 18-19, 33), Jean-Claude Gerez (p. 9, 16-17, 27, 39), Ana Carolina de Lima (p. 11), Alain Pinoges (p. 11, 34, 37), Élodie Saiselet (p. 14), Ariane Jourdan (p. 15), Nicolaas Heeren (p. 20), William Gloria (p. 21, 52-53), Sacha Lenormand (p. 27, 42-43, 44-45), Malick Konate (p. 28, 32), Laurent Hazgui/Divergence (p. 31), William Dupuy (p. 32), Éric Garault (p. 41), Studio Simeone (p. 47), Michel Nobécourt (p. 54) et CCFD-Terre Solidaire



Impression : Sipap-Oudin
Papier certifié PEFC
Référence : 923 04 21
Dépôt légal : Juin 2021

Échos du monde

ISSN N° 0760-6443

LE MAGAZINE DE REPORTAGE
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

N° 317
TRIMESTRIEL ■ AVRIL / MAI / JUIN 2021 ■ PRIX : 6,50 €

CRÉONS LES LIENS

D'UN MONDE PLUS JUSTE

SPÉCIAL **6** ANS



**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement



**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement

Comité Catholique contre la Faim
et pour le Développement -
Terre Solidaire
4, rue Jean Lantier 75001 Paris
Tél : 01 44 82 80 00

Suivez notre
actualité



ccfd-teresolidaire.org